

n° 680 du 29 novembre au 6 décembre 1975 - 3,50 F.
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

tribune

socialiste



portugal



quel pouvoir?

Sommaire

ARMEE : Après Besançon... ChaumontP. 4

SECURITE SOCIALE : le prix de la santé ...P. 5
 CHOMAGE : ANPE, une remise en cause de l'institution elle-mêmeP. 6
 Le seuil critiqueP. 7

MOUVEMENT ETUDIANT : face à la restructuration de l' UniversitéP. 8 et 9

GAM : une expérience positiveP. 10
 CINEMA : « quand tu disais Valéry »P. 11

CONSEIL NATIONAL DU PSU
 Unité populaire et internationalisme
 P. 12 et 13

ESPAGNE : les pièges à déjouerP. 14.P. 15
 PORTUGALP. 16

Photos : Mularoni (Fotolib) p.1, 15 - Collombert p.5 - Horace (Fotolib) p. 6 - Maillac (Adja) p. 8 - Weiss (Adja) p. 10 - Puech (Fotolib) p. 11 - Miroglio (Adja) p. 12, 13 - Mularoni (Fotolib) p. 15, 16 - dr p.14

calendrier politique

MEETINGS PSU

A Saint-Etienne, le 11 décembre avec Victor Leduc.
 A Lyon, le 12 décembre avec Victor Leduc.
 A Annecy, le 12 décembre avec Geneviève Petiot.
 Bureau national les 13 et 14 décembre à Blois.

EMPLOI

Avec le soutien de l'Union régionale CFDT, les travailleurs de Caron-Ozanne organisent un meeting sur l'emploi le 5 décembre à Caen. Présence de militants de LIP.
 Le 6 décembre, réunion avec la délégation de LIP et des usines qui ont envoyé des articles sur leur lutte à **Ouest-licenciement**.

LUTTES INTERNATIONALES

Chili

Le 4 décembre, à 20 h, au Palais des Sports, gala organisé par le PS chilien et le MIR pour le soutien à la résistance du peuple chilien. Avec M. le Forestier, C. Magny, Paco Ibanez, S. Reggiani, Raimon, José Afonso. Entrée : 30 F. Soutien 100 F.

Apartheid

Week-end de formation organisé par la campagne anti-Outspan à l'Auberge de jeunesse de Saclas (95), les 29 et 30 novembre à partir de 14 h le samedi. Inscriptions et renseignements 46, rue de Vaugirard - Participation : 30 F

Portugal

Six heures pour le Portugal à Rennes, le samedi 29 novembre à partir de 17 h, salle de la cité.

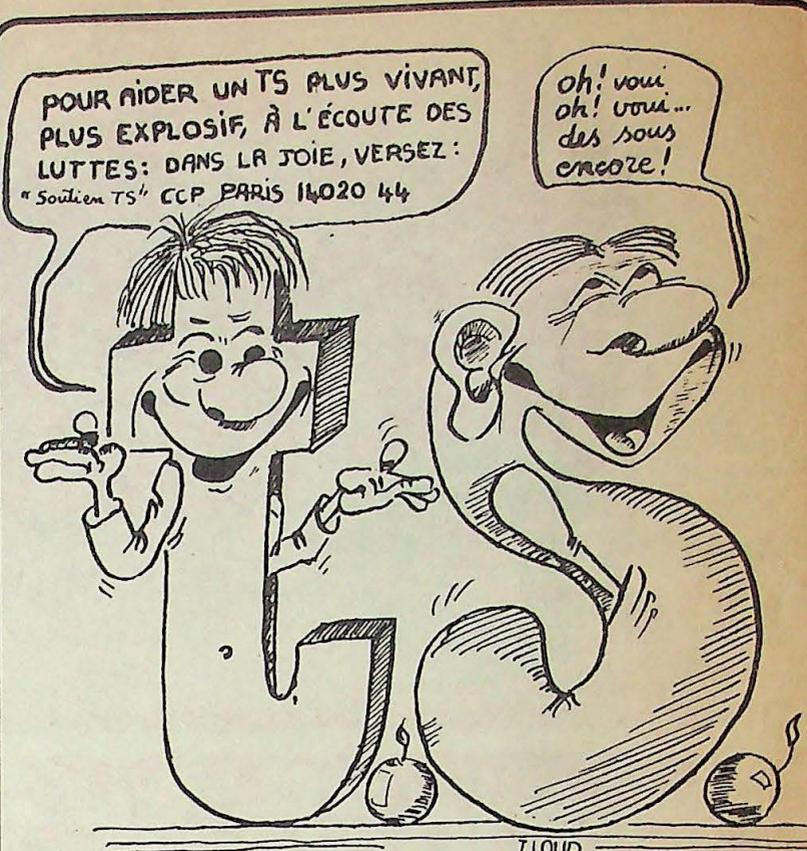
Espagne

A l'appel du comité de solidarité avec le peuple espagnol, meeting à Levallois le jeudi 4 décembre à 19 h : contre la répression et pour l'annistie des prisonniers politiques en Espagne. Films, video, débats.

MJC de Levallois, 28, rue Cavé - M° Pont de Levallois.

PRECISION :

Claude Gault nous demande de préciser qu'il existe une soixantaine, et même plus, de groupes TC en France, et non quelques dizaines comme nous l'annoncions, par erreur, dans le dernier TS.



De l'enthousiasme,
 de l'enthousiasme !!!
 Objectif : 500 000 F

Première étape : 150 000 F

camarades, nous en sommes encore loin.
 Nous avons besoin de vous
 pour faire votre nouveau journal !!!

- Cette semaine :
- JJ - Marguerites 100 F
 - sympathisant - Marseille : 150 F
 - R.B. - Grenoble : 40 F
 - F.B. - Nice : 20 F
 - Collecte au Conseil national de Colombes : 1 107,95 F
 - MEC - Jouy-en-Josas : 200 F
 - Section Aix-en-Provence : 100 F
 - Section Marly-le-Roi : 350 F
 - AM - Thionville : 10 F
 - JV - PTT - Paris 9 : 50 F
 - RC et JD Nice groupe Pasteur : 100 F
 - MC - Fontenay-sous-Bois : 30 F
 - 4 sympathisants de l'Isère : 320 F
 - MR - Versailles : 50 F
 - G.D. - Vichy : 200 F
 - Section Paris 20 : 150 F
 - B. Laude - Besançon : 100 F
 - Section ville Clermont : 100 F
 - EP - ouvrier plombier : 50 F
 - sympathisant Savigny-sur-Orge : 100 F
- Total : 19 886,95 F
- Toutes vos initiatives seront les bienvenues.

UNE AUTRE FAÇON DE SOUTENIR TS :

NOM :
 Adresse :
 Somme versée
 à l'ordre du PSU « Soutien TS »
 CCP - Paris 14020 44

● et abonnez-vous à TS...

Un nom :
 une adresse :
 et un chèque de 100 F
 (pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F)

TS 9, rue Borromée - 75015
 CCP PARIS 5.826.65



HEBDOMADAIRE
 DU PARTI
 SOCIALISTE UNIFIÉ

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCÉN

Comité de rédaction :

Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUE, Maurice NAJMAN, Jean PATERNAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAUT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
 Distribué par les N.M.P.P.
 Imprimerie d'HEBDO-T.C.
 Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef : Philippe MARIÉLIE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
 9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F



Pour les Etats généraux de l'autogestion socialiste

La crise économique profonde et durable qui sévit dans notre pays comme dans l'ensemble du monde capitaliste aggrave de façon dramatique la situation de la classe ouvrière et des masses populaires : la montée du chômage dont le chiffre officiel dépasse le million, la hausse continue des prix, l'augmentation écrasante des loyers, des charges, des transports, la résistance accrue du patronat aux revendications salariales, et l'atteinte de plus en plus fréquente aux libertés syndicales, le recours à la violence policière et patronale sont quelques-uns des aspects de l'offensive actuelle de la bourgeoisie qui utilise la crise pour sauvegarder ses profits et son pouvoir.

Cette crise rend plus aiguë encore l'exploitation, l'oppression et l'aliénation que subissent les travailleurs dans le cadre du mode de production capitaliste.

Le capitalisme, sous sa forme nationale et internationale, s'est aujourd'hui saisi dans notre pays de l'ensemble de l'activité, des relations humaines, et des conditions de l'existence quotidienne.

L'Etat et l'ensemble des pouvoirs qui s'exercent à l'entreprise, sur la ville et sur la terre, à l'armée, sur l'information, sur l'enseignement, etc. imposent aussi bien par la répression que par une prétendue participation

un mode de vie destiné à permettre un constant accroissement du profit. Le régime universel de la marchandise ébranle toutes les institutions et toutes les valeurs, met la société toute entière en état de crise permanente.

Dans tous les secteurs de la vie sociale, des luttes sont engagées qui remettent en cause l'organisation capitaliste du travail, le principe de l'autorité et l'ordre hiérarchique dans tous les domaines, qu'il s'agisse de l'usine, de la terre, de l'école, de l'armée, de la justice, de la condition des jeunes et des femmes, des travailleurs immigrés, de l'oppression économique et culturelle des minorités nationales.

La finalité même de la croissance et de la rationalisation capitalistes est remise en question tant il est manifeste aujourd'hui qu'elles aboutissent à l'irrationalité la plus totale, à la misère culturelle, à la pollution, à la destruction des cycles écologiques dans le cadre d'une sur-exploitation imposée aux peuples les plus démunis. Depuis mai 68, les luttes les plus significatives s'orientent vers une solution révolutionnaire globale qui a pour contenu l'autogestion socialiste.

A travers le courant autogestionnaire, se manifeste l'aspiration à un changement fondamental des structures, des rapports entre les hommes et avec la nature, des modes de vie et de civili-

sation, à une autodétermination complète des peuples et des individus. C'est l'aspiration à une société radicalement nouvelle, une société socialiste autogestionnaire fondée sur l'appropriation sociale des moyens de production et leur gestion directe par les travailleurs déterminant eux-mêmes, dans le cadre d'un plan démocratiquement élaboré, les finalités, les conditions et la rétribution de leur travail. Sur cette base, elle réalise le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise, dans les services, dans toutes les institutions, à la ville et au village, au niveau communal, régional et national.

Dans une telle société, l'information et l'expression libres, la liberté d'association, de propagande et d'action syndicale, politique et culturelle doivent permettre d'assurer l'autodétermination de tous, la possibilité d'un développement collectif et d'un épanouissement personnel.

Le PSU appelle tous ceux qui font leur la perspective du socialisme autogestionnaire ; tous ceux qui, à travers les luttes qu'ils mènent déjà pour le contrôle ouvrier et populaire, posent le problème de la transformation des rapports de production et des rapports sociaux, à participer aux Etats généraux pour l'autogestion socialiste.

Ce rassemblement doit ma-

nifester la permanence et le renforcement du courant autogestionnaire, son aptitude à constituer face à la crise l'alternative de société, seule capable d'éviter aux travailleurs, à l'immense majorité des femmes et des hommes, la dégradation continue de leurs conditions d'existence, la perte totale de leurs libertés et de leur humanité, seule capable de leur donner un jour le contrôle de leur devenir social et la maîtrise de leur destin.

Les perspectives qu'apportent actuellement les organisations les plus représentatives de la classe ouvrière ne sont malheureusement pas à la mesure des problèmes qui se posent aux masses populaires.

Dans la mesure où il se donne un objectif socialiste et où il parle d'autogestion, le parti socialiste ne conçoit leur réalisation que comme une étape lointaine qui serait atteinte en gérant l'Etat dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Le parti communiste, lui, conçoit le socialisme comme la mainmise de l'Etat sur les moyens de production et la mainmise du parti « ouvrier » sur l'appareil d'Etat. Tout en affirmant leur accord sur le Programme commun de gouvernement qui s'efforce d'estomper la contradiction entre leurs projets de société, tout en maintenant une stratégie commune dont la clé est la conquête électorale et

Après Besançon...

Chaumont

l'occupation du pouvoir dans ses cadres actuels, les deux partis entretiennent un conflit permanent pour l'hégémonie sur l'union de la gauche, ce qui rend encore moins « crédible » leur capacité à offrir une véritable alternative politique.

Cette carence qui retentit dangereusement sur les possibilités de mobilisation de la classe ouvrière rend encore plus nécessaire et urgente l'affirmation de la vitalité du courant autogestionnaire et révolutionnaire.

En se manifestant avec force, ce courant montrera qu'il porte en lui les solutions fondamentales à la crise de la société, mais encore il aidera au développement d'une stratégie anticapitaliste offensive, à la convergence et à la coordination des luttes dans la production et hors de la production. Il contribuera à la multiplication d'actions unitaires avec l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations, et déblocquera ainsi une situation dont seul le pouvoir peut tirer parti.

Les Etats généraux pour l'autogestion socialiste s'adressent à tous les militants qui, au sein des organisations de masse, se battent sur la perspective du contrôle et de l'autogestion, à tous ceux qui ont l'expérience des luttes, militants des syndicats, paysans-travailleurs, militants des associations familiales et culturelles, des organisations de jeunes et de femmes, des syndicats et des comités de soldats, des minorités nationales, etc.

Les Etats généraux permettront de resserrer les liens entre l'ensemble des militants qui se situent sur le terrain de la révolution socialiste autogestionnaire. Ils permettront une confrontation des pratiques de luttes de contrôle ouvrier et populaire se déroulant en France dans les domaines les plus divers (luttes sur l'emploi, contre les licenciements et pour l'organisation des chômeurs, pour la formation et l'emploi des jeunes, luttes pour l'emploi et la libération des femmes, luttes dans les secteurs de la santé, de la consommation, du cadre de vie, de l'écologie, et notamment contre l'implantation des centrales nucléaires, luttes dans l'armée, luttes dans le domaine de l'école et de la culture, de la police et de la justice et dans l'ensemble des appareils d'Etat).

En lançant cet appel, le PSU souhaite que de nombreux militants s'associent à cette initiative, afin que se réalise le plus large rassemblement de ceux qui combattent pour le contrôle ouvrier et populaire dans la perspective du socialisme autogestionnaire.

Tous les militants du PSU se mobiliseront pour assurer le succès des Etats généraux de l'autogestion socialiste, conscients de l'importance de cette manifestation pour promouvoir le puissant mouvement autogestionnaire et révolutionnaire dont la classe ouvrière et les masses populaires ont besoin pour abattre la domination bourgeoise et construire le socialisme.

L'exemple donné par les soldats du 19^e RG de Besançon vient d'être suivi : à Chaumont, au 403^e régiment d'artillerie, une centaine de soldats ont décidé de se constituer en section syndicale. L'union interprofessionnelle CFDT de Chaumont les soutient.

Une pareille décision ne témoigne nullement de la volonté de suivre mécaniquement l'initiative de Besançon : c'est le rythme même du développement des comités et de leur structuration qui amène certains comités de masse, forts de leur implantation, de leur influence, de leur reconnaissance dans la caserne, du soutien syndical et politique externe, le plus large possible, à se constituer en sections syndicales.

C'est parce que les décisions de Besançon et de Chaumont ont su respecter ce rythme de développement et de maturation des comités, parce que les appelés ont refusé de se rallier à la « ligne » et à la direction d'un groupe politique et ont mené des luttes dans l'unité, que ces sections syndicales ont pu se constituer et imposer à l'ensemble du mouvement ouvrier de prendre en compte le problème qu'elles posent.

Diffuser l'information sur Chaumont et l'explication de telles initiatives est d'autant plus essentiel que la bourgeoisie risque fort — maintenant qu'elle s'est habituée à l'inhabituel — de faire le silence : faire passer la section syndicale du 49^e RG de Besançon pour une action spectaculaire et isolée, passe encore ! Mais, de là, à admettre que, oui, le problème des luttes des soldats est posé concrètement... c'est un pas qu'un certain nombre des tenants du pouvoir ne souhaitent plus faire : la répression de Draguignan par TPFIA interposé n'a pas cassé le mouvement. On passe donc à la répression interne. On utilise tout l'arsenal disponible au sein de l'armée, pour faire taire les voix qui commencent à s'élever et tenter de récupérer l'image de « l'armée saine » chère aux fascistes de tout poil. Chirac devant l'Assemblée nationale tonne, parle de subversion et menace : les TPFIA ne suffisent plus, et l'on ne badine pas devant les moyens. La Cour de sûreté de l'Etat est tellement pratique, le cas échéant, n'est-ce pas ? Mais la répression a-t-elle jamais suffi à mater un mouvement irréversible ?

Georges YVERRES ■

● Le canonnier se syndique

Le jeudi 20 novembre, après les appelés du 19^e RG de Besançon, ceux de la base du 403^e RA, près de Chaumont, se sont déclarés syndicat de soldats et solidaires de leurs camarades bisontins. Ils demandent, dans un communiqué remis à la presse nationale et locale, que celle-ci fasse connaître et popularise leur lutte. (Ils ne peuvent le faire eux-mêmes, compte-tenu des arrestations, brimades et mutations de Besançon et Dijon).

Ils s'expliquent dans un journal, le canonnier râle, n° 5, distribué massivement sur la base. Malgré les soi-disant réformes de la clique Giscard-Bigard... rien n'a changé. La répression s'accroît : deux heures de retard = quinze jours d'arrêt. Il y a une présence permanente des flics sur la base. Le contrôle des sorties et des rentrées est resserré. Toute initiative de sanction est laissée au chef de corps, avec pour motif bidon, « mauvaise volonté dans le service ».

Ils exigent la suppression des brimades et de la prolongation du temps de service, la suppression immédiate des tribunaux militaires, le droit de réunion, d'affichages, et d'associations, le libre choix du lieu et de la date d'incorporation, la réduction du temps du service militaire, l'augmentation de leur solde au SMIG, la gratuité totale des transports.

Ils affirment que, sous l'uniforme, le soldat reste un travailleur. Les soldats, à ce titre, se déclarent partie prenante des luttes de la classe ouvrière. Ils appellent l'ensemble des comités de soldats à s'organiser en section syndicale en liaison avec les organisations syndicales ouvrières. Ils invitent, enfin, les appelés à se coordonner dans les Etats généraux de soldats.

Cette action des soldats du 403^e RA a été décidée après une assemblée générale des soldats sur la base militaire. Ils y étaient plus d'une centaine. L'Union interprofessionnelle CFDT du secteur de Chaumont a apporté son soutien moral et matériel à cette initiative. Ce sont ses militants qui ont imprimé et distribué le journal des soldats, en particulier dans des trains entiers de permissionnaires vendredi soir.



Immédiatement, la répression est tombée. Deux camarades militants de la CFDT ont été appréhendés, illégalement, par la gendarmerie : ils étaient porteurs de tracts. Il s'agit de Lionel Blondelle, secrétaire de l'UL-CFDT de Chaumont, et de Bernard Weidmann, membre de la commission juridique de la CFDT. Ils ont été relâchés une heure et demie après. Le contenu des questions posées par les chefs militaires laisse penser que ceux-ci ignorent qui est qui dans le syndicat de soldats.

● répression à Trèves

Trois soldats du 16^e RA cantonné à Trèves, en Allemagne, ont été incarcérés le 21 octobre sous régime spécial. Ils sont accusés d'avoir participé à une réunion avec l'intention (sic) de rédiger un tract. Aucune preuve n'a pu être apportée par la sécurité militaire.

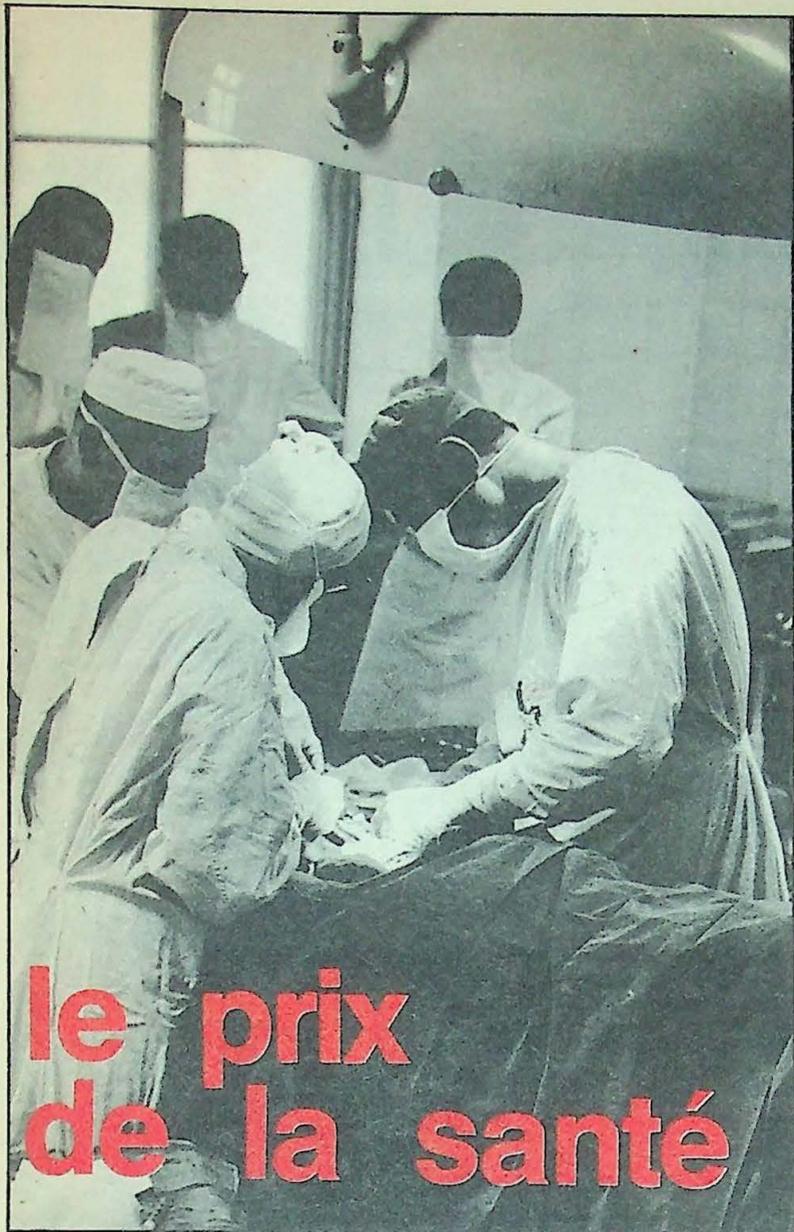
Ils ont commencé aussitôt une grève de la faim pour protester contre cet arbitraire. L'un d'eux, Pierre Marie Qué-

niart, ouvrier agricole originaire d'Alençon, vient d'être réincarcéré après deux semaines d'hospitalisation et refait actuellement la grève de la faim.

Ils réclament la liberté d'expression dans les casernes, le droit de réunion et de pétition collective, une réelle possibilité de défense devant la sécurité militaire et la suppression des punitions arbitraires.

Le PSU appuie de telles luttes, appelle à les soutenir et encourage leur multiplication, conscient que l'armée est un lieu de regroupement des jeunes travailleurs, qu'elle est devenue un lieu d'affrontement ouvert avec l'appareil d'Etat, et que les militants révolutionnaires ont leur place sur ce front.

Le contrôle populaire sur l'armée ne passe pas par des actions « d'agitateurs » isolés, mais par des actions dans lesquelles se reconnaît la masse des travailleurs dans les casernes et à l'extérieur. Ces luttes constituent une étape dans l'édification d'un mouvement de masse et de classe s'inscrivant dans le mouvement ouvrier pour l'instauration du socialisme.



le prix de la santé

C'est le pavé dans la mare gouvernementale : en prenant l'initiative d'annoncer le déficit de la Sécurité sociale et de préciser qu'il convenait d'augmenter la cotisation ouvrière, Fourcade a levé un gros lièvre. Chirac, Durafour et Simone Veil ont eu quelques difficultés à atténuer les propos de leur collègue. Mais le débat public ne peut plus être étouffé.

✘ Pourtant, le déficit prévu pour 1975, et même pour 1976, est d'un montant dérisoire comparé à la masse des recettes perçues et des prestations versées. Avec les vicissitudes qu'a connu le sacro-saint principe de l'équilibre budgétaire depuis quelques mois, ce ne serait pas un drame de l'éponger par une subvention de l'Etat. Ça s'est déjà fait il y a moins de dix ans. D'autant plus que l'on pourrait très bien justifier l'opération par le financement d'une partie de ces « charges indues » fustigées par les gestionnaires, tant patronaux que syndicaux, du régime général (et notamment la compensation du déficit de plusieurs régimes spéciaux).

un problème politique

Mais le problème n'est pas technique : il est politique. Et aujourd'hui bourré d'explosifs.

D'abord parce que les causes des difficultés de la Sécurité sociale sont directement liées à la politique d'austérité. Ces difficultés seraient certainement apparues tôt ou tard : les cotisations sont telles que, sur une longue période, elles n'augmentent pas aussi vite que les dépenses. Seulement, la crise en France a précipité les échéances. Le freinage de la hausse des salaires se répercute fortement sur les cotisations, alors que les dépenses, elles, ne baissent pas, au contraire. Du côté de l'assurance-maladie, la consommation médicale reste forte, même très forte, parce que, semble-t-il, certains employeurs suscitent des arrêts de travail qui,

remboursés en indemnités journalières, ne leur coûtent rien tout en retardant les licenciements que leur impose la baisse d'activité (1). Du côté de l'assurance-vieillesse, les liquidations de pensions sont évidemment plus nombreuses que prévu.

Le phénomène est déjà connu. Il s'était déjà produit au lendemain du plan de stabilisation de 1963-1964 qui avait fourni à Giscard l'occasion d'exercer ses premiers talents. Cela nous avait valu la réforme de 1967, une augmentation du ticket modérateur avec laquelle les salariés ont réglé leur compte en mai 1968... Le gouvernement semble en garder un souvenir assez cuisant pour n'avoir pas évoqué, cette fois-ci, une telle solution. Aussi se tourne-t-il plutôt du côté des recettes. Mais c'est là que tout se complique.

comment fiscaliser ?

1) Il peut, comme l'a dit Fourcade, augmenter la part prélevée sur les salaires. Mais qui sait comment les salariés réagiront devant une amputation de leurs revenus : si un mouvement social contraint les patrons à relever les salaires en conséquence, ça ressemblera beaucoup à la solution numéro 3... à supposer qu'avant d'en venir là, ils auront laissé faire la réforme sans réagir... Et le comble, c'est que, si jamais ça marchait, que deviendrait la « reprise » après une réduction du pouvoir d'achat ?

2) Le grand scandale du régime

français de Sécurité sociale, c'est le système de plafonnement, qui pénalise les bas salaires au profit des revenus élevés. Le gouvernement, comme il l'a déjà fait pour un modeste point de cotisation, pourrait en déplaçonner plusieurs. Mais là, il se heurte aux cadres, et notamment à la CGC, qui défendent leurs privilèges et leurs régimes de retraite complémentaire. L'électorat de la majorité doit être soigné. Pour tout compliquer, la seule façon de calmer les cadres serait de mener une offensive sérieuse sur les cotisations des non-salariés... Horreur !

3) On peut aussi augmenter la part patronale. Mais alors, autre levée de boucliers : celle des patrons écrasés, comme chacun sait, par les charges salariales, alors qu'on leur demande d'être compétitifs sur le plan extérieur et de lutter contre l'inflation...

4) Heureusement, la « technocratie » a encore quelques tours dans son sac. Le plus en vogue, actuellement, est celui de la « fiscalisation » de la Sécurité sociale : autrement dit, le financement, au moins partiel, par l'impôt. Certains syndicats sont réticents à l'égard d'une telle solution, sous prétexte qu'elle risque d'accentuer la tutelle étatique sur la Sécurité sociale. A vrai dire, on ne voit pas très bien la différence, ni avec des subventions (qui sont une façon comme une autre de « fiscaliser ») ni même avec le système actuel qui, aussi généralisé qu'il soit fait des cotisations un véritable impôt. Toute la question est de savoir comment « fiscaliser ». Et ce à quoi on pense, c'est à des points de TVA supplémentaires qui auraient un avantage, celui de faire cesser la « pénalisation » des industries occupant beaucoup de main-d'œuvre (la valeur ajoutée ne dépendant pas à priori de la quantité de travail fourni), et juste un inconvénient pour le pouvoir : comment empêcher que des points supplémentaires de TVA ne se répercutent sur les prix ? Pour nous, il représente aussi un impôt particulièrement inique, payé par le consommateur quel que soit son niveau de revenus.

une redistribution à rebours

Pour la grande masse des travailleurs salariés, la conclusion est claire : aucune solution n'est acceptable avant que les cotisations n'aient été totalement **déplafonnées**, c'est-à-dire versées sur l'intégralité du salaire : la majorité d'entre eux gagne moins que le plafond, et c'est donc cette majorité qui paye pour les revenus plus élevés dans cette invraisemblable « redistribution à rebours ».

Mais c'est là un premier niveau de réponse. Le problème posé a aussi une autre dimension. Fourcade a cherché à prendre de l'avance à l'égard de deux questions d'actualité : le financement de l'abaissement (même timide) de l'âge de la retraite,

et le renouvellement des conventions médicales.

On comprend bien que le paiement d'un plus grand nombre de pensions le préoccupe. Mais c'est le système d'ensemble des retraites qui doit être révisé. L'une des conséquences du plafond combiné avec les retraites complémentaires, c'est que la France, qui connaît une hiérarchie particulièrement large des salaires, a un éventail de retraites encore plus ouvert.

Il faut donc retourner l'argument de la CGC qui refuse le déplafonnement au nom de l'existence des caisses de retraite complémentaire et de l'effort d'épargne qu'elles représentent pour les salariés au-dessus du plafond, en demandant pourquoi, dans un système déplafonné, les retraites complémentaires ne seraient pas réintégréées dans le régime général.

Quant à la convention médecins-Sécurité sociale, qui a expiré le 1er novembre sans qu'aucune solution soit en vue, elle pose non seulement la question du fonctionnement de l'assurance-maladie, mais aussi celui de la santé dans son ensemble. La tactique actuelle du pourrissement de la situation encourage le patronat à faire progresser son projet de création, à côté du secteur conventionnel, d'un secteur libre non remboursé par la Sécurité sociale, mais par des assurances volontaires contractées auprès des compagnies : autrement dit, l'officialisation d'une médecine spéciale pour riches qui se verraient ainsi encore plus facilement qu'aujourd'hui réserver l'accès aux techniques coûteuses !

un système qui craque de partout

En réalité, c'est l'ensemble du système de santé qui craque de partout — médecins, hôpitaux, pharmacies, etc. — ; l'affaire de la Sécurité sociale en est un révélateur supplémentaire.

Comment ne pas lier, par exemple, sa situation financière à la nationalisation et au contrôle de l'industrie pharmaceutique, à une nouvelle organisation sociale de la prévention et de la distribution de soins, et, par-dessus tout, à la **gratuité du service de santé** ? Plutôt que de remplir un rôle qui n'a d'intérêt que pour le capitalisme (circulation et récupération de la plus-value produite dans la santé), les travailleurs des organismes de Sécurité sociale pourraient avoir une activité utile dans un service de santé mis gratuitement à la disposition de tous. Le débat doit être ouvert avec les travailleurs de la santé et de la Sécurité sociale eux-mêmes.

Michel MOUSEL ■

(1) Si cette hypothèse, émise par des responsables de caisses, était confirmée, comment ne pas voir là une nouvelle source d'inexactitude quant au nombre réel des chômeurs ?

Pour s'y retrouver...

Le plafond...

c'est le salaire maximum sur lequel sont calculées les cotisations : il est aujourd'hui de 2 750 F. Quiconque a un salaire au-dessus de ce chiffre cotise en réalité comme s'il ne gagnait que 2 750 F, sauf pour un 1 %...

...déplafonné...

c'est-à-dire pour lequel la cotisation est proportionnelle au revenu. Le plafond joue aussi comme montant maximum de calcul des retraites du régime général. D'où le fait que les titulaires de revenus

au-dessus du plafond cotisent à des caisses de...

... retraites complémentaires...

qui leur assurent une retraite en rapport avec leurs revenus. D'autres organisations viennent « compléter » la Sécurité sociale : comme, par exemple des mutuelles, qui assurent en matière de maladie le...

... tiers-payant...

c'est-à-dire qui payent directement la part remboursée. L'utilisateur n'a plus alors à sa charge que le...

...ticket modérateur...

qui représente la part non remboursée de la prestation (certains régimes particuliers prennent à leur charge le ticket modérateur).

une remise en cause de l'institution elle-même

Le congrès national CFDT de l'ANPE vient de confirmer l'orientation du syndicat contre le rôle politique que le pouvoir veut faire jouer à l'Agence nationale pour l'emploi. Le personnel de l'ANPE, en effet, de plus en plus sensibilisé au type de travail qu'on veut lui faire faire, ressent la nécessité de faire connaître à l'opinion publique la façon dont les travailleurs privés d'emploi sont actuellement traités, ou maltraités, dans les ANPE.

Ainsi la note du 10 octobre dernier de la direction générale de l'ANPE, visant à lancer l'opération « **contrôle des demandes d'emplois** » au moyen d'un questionnaire (Cf TS n° 677), avait été combattue par les militants CFDT et CGT. Une grève a eu lieu le 4 novembre dans les agences. La façon de continuer la lutte contre cette mesure a été évoquée par les congressistes et des modalités d'action ont été décidées, notamment une autoréduction des cadences de travail pour mieux informer les chômeurs, donner la priorité aux demandeurs d'emploi, plutôt que d'enrichir les statistiques policières que veut instaurer la direction.

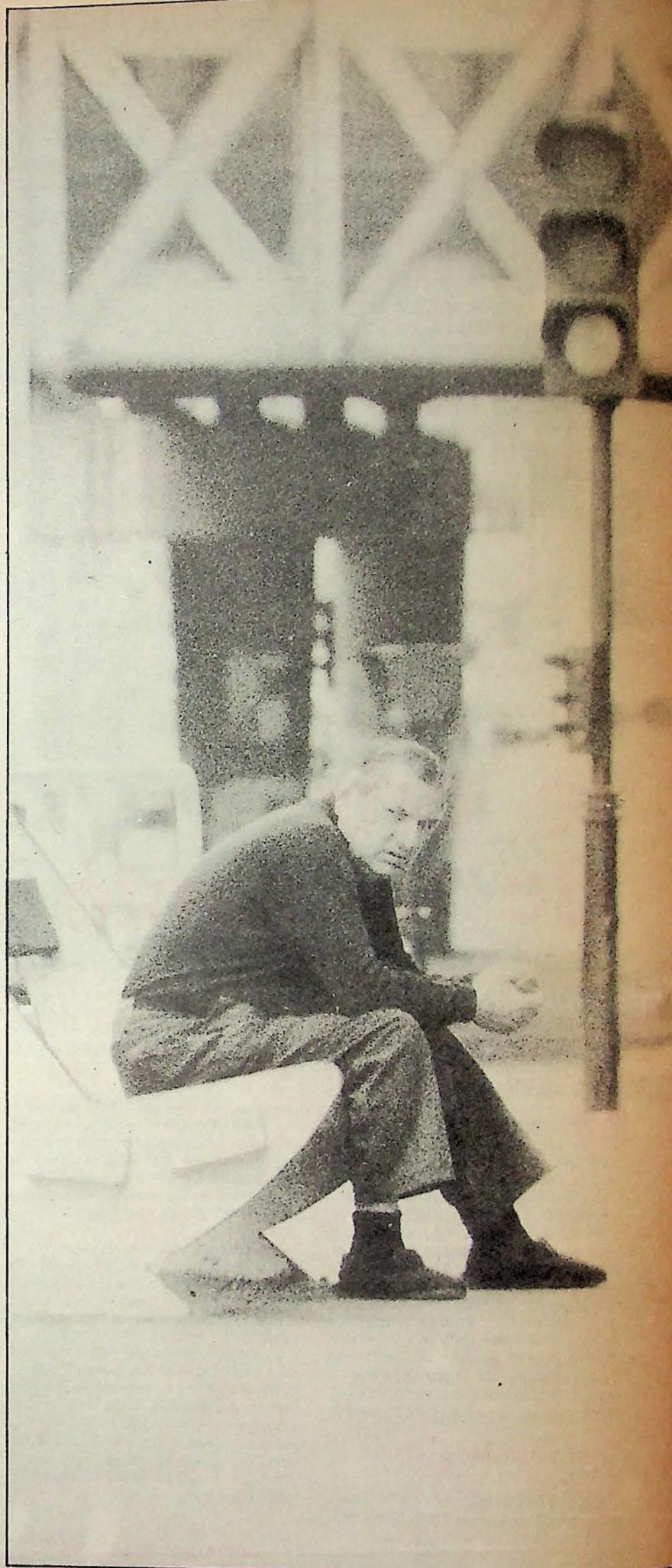
Les travailleurs de l'ANPE tiennent quand c'est possible à relier leurs revendications (effectifs, conditions de travail, formation) à celles des travailleurs privés d'emploi. Les expériences réalisées confirment qu'il est préférable que les chômeurs soient regroupés dans une structure unitaire ouverte à tous, syndiqués ou non, pouvant seule permettre le développement d'un mouvement de masse. Les « collectifs chômeurs » de Toulouse viennent d'obtenir la gratuité des transports pendant les heures normales de travail et tous les jours ouvrables de la semaine pour tous ceux qui touchent moins de 1 500 F d'allocations de chômage. Une victoire à populariser.

Les employés de l'ANPE veu-

lent, par ailleurs, la réduction à 35 h du temps de travail. Ils exigent un salaire minimum à 2 000 F et la retraite à 55 ans pour les hommes et les femmes.

Lors de leur congrès, ils ne sont pas contents de revendiquer de façon corporatiste pour eux-mêmes. Ils remettent fondamentalement en cause l'institution dans laquelle ils travaillent et le rôle qu'on leur fait jouer dans la crise actuelle. Le texte d'orientation analyse les objectifs de l'ANPE sous quatre aspects : faire accepter l'institutionnalisation du chômage ; gérer le volant de chômage ; entretenir l'illusion dans l'opinion publique que l'on peut maîtriser le marché du travail ; adapter la main-d'œuvre aux besoins de la production.

Dans ces conditions, les militants CFDT de l'ANPE veulent que l'ANPE change et soit une institution faite pour et avec les travailleurs. Selon le préambule du texte d'orientation, la très grave crise que nous connaissons actuellement n'est pas, comme on voudrait nous le faire croire, une crise conjoncturelle et passagère, mais l'amorce d'une crise profonde de structure de l'économie capitaliste. « **En s'appuyant sur les mêmes structures et les mêmes choix de production, une autre équipe de gouvernement (même de gauche) ne pourra pas résoudre la crise** ».



social en bref

● COFAL : La lutte continue

Les ouvrières de la Cofal à Loches (37) sont maintenant en lutte depuis le 6 octobre pour défendre leur emploi. Elles

occupent leur usine et ont remis en route leur outil de travail grâce à la solidarité des autres travailleurs. Leur patron a en effet abandonné l'usine sans respecter leurs droits (pas de lettre de licenciement, pas de préavis, de congés payés, d'indemnités).

Les ouvrières n'ont compté que sur leurs propres forces avec leur section CFDT pour faire céder le patron ; elles ont obtenu leur lettre de licenciement et un acompte, et ont attaqué leur patron en justice.

Un comité de soutien regroupant la CFDT, la CGT, la FEN, le PC, le PSU, et le MRJC (1) a organisé une popularisation importante grâce à la diffusion des objets fabriqués par les ouvrières. Le conseil municipal a dû finalement accorder un soutien financier et s'est engagé à garantir l'emploi dans l'entreprise.

Deux soirées ont été organisées par les ouvrières et le comité de soutien. La première, axée sur la chanson, la danse, le mime a réuni 200 personnes qui ont

discuté de l'emploi et des formes de lutte avec un camarade de LIP. L'autre, axée sur le cinéma avec le film de Cerisay, a rassemblé 130 personnes, essentiellement de Loches.

A l'heure actuelle, des négociations sont en cours avec un acquéreur ; le personnel a déjà reçu deux acomptes sauvages grâce à la diffusion de leur production. Mais les ouvrières de la COFAL sont bien décidées à rentrer dans leur entreprise après avoir signé un protocole d'accord garantissant leurs droits et une solution industrielle viable.



Indemnisation du chômage

Le seuil critique

Le Conseil d'administration de l'UNEDIC a tenu une réunion le 26 novembre. Il y a beaucoup été question de la majoration du taux de cotisation du chômage. Celui-ci est actuellement de 2,40 % des salaires, un cinquième est payé par le salarié, les quatre cinquièmes par le patron. L'UNEDIC est un organisme paritaire géré par les syndicats de salariés et le CNPF. André Bergeron et Force ouvrière le dirigent en fait, avec la bénédiction du patronat. Alors que les travailleurs ne sont pas responsables du chômage, ils sont contraints de financer pour partie les carences ou les spéculations du capitalisme.

D'abord hostiles à l'UNEDIC, pour autant qu'elle était un instrument de participation, la CGT puis la CFDT (à l'époque CFTC) l'ont rejointe, tout en s'opposant systématiquement aux décisions pénalisant les travailleurs. En mai dernier, lorsque le taux fut porté de 1,80 à 2,40, CGT et CFDT avaient déclaré qu'il n'était pas question « d'accepter que les charges nouvelles soient supportées par les salariés ».

Pour la CFDT qui vient de publier un dossier important sur le problème, c'est l'ensemble du régime d'assurance-chômage qui doit être revu. La CGT, elle, demande à nouveau des négociations sur la généralisation du régime et l'extension du bénéfice des allocations à tous les chômeurs. Elle y ajoute, compte tenu de la situation, la suppression de la durée d'attribution, aussi longtemps qu'un nouvel emploi n'est pas trouvé. Les jeunes, les femmes, les manœuvres sont nettement défavorisés dans la répartition du chômage, par rapport aux ouvriers qualifiés et plus encore par rapport aux techniciens, agents de maîtrise et cadres. De même en ce qui concerne le bénéfice des allocations : plus d'un chômeur sur deux ne touche rien ; un sur dix n'a que la moitié du minimum vieillesse ; un sur dix reçoit environ 35 % du salaire ; trois sur vingt reçoivent les deux allocations ; un sur dix reçoit l'allocation maximum de 90 %.

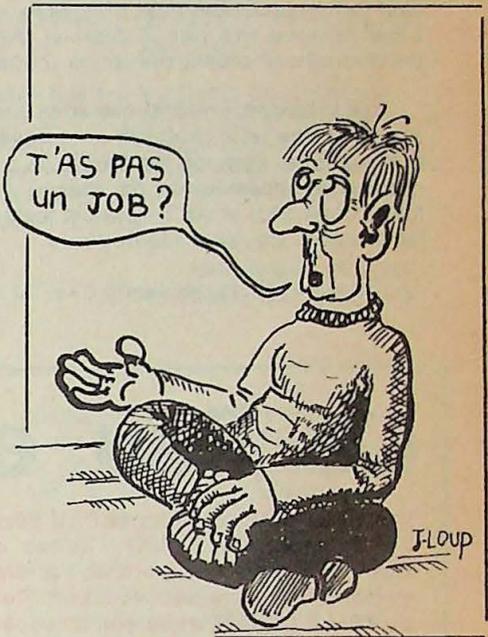
Encore s'agit-il là des statistiques INSEE, inférieures de quarante pour cent sans doute à la réalité comme le montrent les calculs du Bureau international du travail. On relèvera en outre que les manœuvres, les ouvriers spécialisés et les employés sont moins bien indemnisés que les ouvriers qualifiés, la maîtrise et les techniciens, l'écart allant de 17 % environ à 61 %.

La part de l'Etat dans l'indemnisation est passée de 50 % du SMIG de 1967 à 27 % du SMIC de 1975. Il faudrait, selon la CFDT, que l'aide publique « soit portée au niveau du minimum UNEDIC, soit 21 F par jour ». Les circulaires de contrôle, les pratiques restrictives des commissions trimestrielles de prolongation des indemnités concourent à faire payer aux travailleurs une crise

dont ils ne sont pas responsables. Le fossé se creuse et le seuil de rupture approche.

Proche aussi le seuil de rupture en ce qui concerne le dossier du chômage partiel. L'indemnité minimum devait être relevée dès que le SMIC atteindrait 7,70 F / heure. Ce plancher a été atteint le 1er octobre dernier. Pourtant, le CNPF, avec la complicité de FO, ne tient pas ses promesses. Pourtant, le nombre d'entreprises dont les salariés sont en droit d'obtenir la prise en charge à 90 % croît chaque jour, allant des plus grosses (Rhône-Poulenc, Usinor) aux plus petites. Il est vrai que ce décret sur le remboursement de l'indemnisation partielle était la contre-partie efficace aux quelques brouilles concédées par ailleurs par le patronat.

Michel CAMOUIS ■



Courroie de transmission... et publicité clandestine

Les dirigeants de l'U.D.-C.F.D.T. de l'Isère aiment bien le PS. Le PS le leur rend bien. Alors pourquoi se gêner... d'où cette circulaire dont nous reproduisons un fac similé. Malgré les formes qui y sont mises, elle en dit long sur la manière dont on respecte à la CFDT des textes sur l'indépendance syndicale. Information et propagande peuvent aller de pair. Gageons que la conférence des mini-LIP n'a pas bénéficié de la même publicité. On va finir par se demander une fois de plus dans quel sens va la courroie de transmission... Y.S.

U.D. - C.F.D.T.
12, Rue Voltaire

38 000 - GRENOBLE

Grenoble, le 29 septembre 1975

Note aux U.L. et syndicats

Chers Camarades,

Nous venons de recevoir de la Fédération de l'Isère du Parti Socialiste, la lettre suivante qui annonce, à partir de la fin septembre, des initiatives du PS dans les entreprises.

Nous pensons utile de vous informer de ces initiatives possibles.

" Les instances nationales de notre parti, sur proposition de la Commission Nationale Entreprises, ont décidé une action du parti socialiste dans les entreprises de la fin septembre.

" Cette initiative a pour but de faire connaître aux travailleurs notre opinion sur la crise actuelle et nos propositions. Elle est de nature, nous semble-t-il, à aider les travailleurs dans leurs luttes puisqu'elle comporte des propositions qui répondent à leurs revendications et s'inscrivent dans le cadre de la logique des accords conclus entre les grands partis de gauche".

" Nous souhaitons que les instances de base de votre organisation aient connaissance de notre initiative pour faciliter sur place les discussions qui pourraient être nécessaires pour ne pas gêner les actions syndicales engagées".

leur entreprise depuis le 18 juillet. La direction, ayant décidé de faire mourir l'entreprise, a déposé le bilan. Le Tribunal de commerce a décidé la liquidation des biens.

Les ouvrières refusent cette fermeture. Elles ont continué à produire tout en occupant. L'usine, en effet, est viable : cette fermeture correspond, en fait à un détournement de clientèle, opéré par Furnon qui était PDG de la CIP depuis novembre, pour une autre usine

qu'il possède à Alès. Les pouvoirs publics ont entériné cette situation et n'ont que de vagues promesses à proposer aux travailleurs.

Les filles de la CIP vont faire un « Tour de France de l'emploi » pour rencontrer des travailleurs qui, comme elles, ont lutté ou luttent encore pour la défense de leur emploi. Elles pourront ainsi expliquer leur situation et leur lutte et appeler à une solidarité plus large.

Deux équipes ont commencé ce

« tour » le 23 novembre dernier à Epinal. Elles étaient le 26 à Besançon, le 27 à Lyon et Romans, le 28 à Alès et Annanay. Elles seront le 1er décembre à Flers, le 2 à Fougères, le 3 à Cholet, le 4 à Bordeaux, le 5 à Bolbec.

Ce tour de France inédit n'est pas patronné par Amaury, ni dirigé par Godet (directeur de l'Equipe) mais par la CFDT - Hacuitex et la section CFDT de la CIP.

(1) Le PC et le PS font partie du comité de soutien à Loches contrairement à ce que nous avions écrit par erreur dans TS n° 678.

Par contre, à Tours, à l'appel du comité de Loches pour former un comité de soutien PC, PS, FEN, CGT ont refusé.

● CIP : un tour de France de l'emploi

Les ouvrières de la CIP (Confection industrielle du Pas-de-Calais) occupent

le mouvement étudiant face à

La restructuration de l'Université est en cours, le mouvement étudiant, si actif dans les années 1960 (et particulièrement en 1968) est sporadique. Il y a là une faille politique qu'il faut combler.

Que l'UNEF se soit réduite à un lieu privilégié d'affrontements intergroupusculaires (et que les étudiants du PSU l'aient, eux aussi, considérée comme le terrain exclusif de leur action politique) au mépris de tout mouvement syndical de masse, c'est ce que rappelle un premier bilan critique tiré par P. Dorival. Nous savons quelles ont été les conséquences catastrophiques d'une telle pratique.

Les interventions actuelles des étudiants du PSU dans l'Université récusent une telle pratique de « noyautage ». En février 1975, le Bureau national appelait les étudiants à « **contribuer au développement d'un mouvement de masse à l'Université** », fondé dans les luttes concrètes et sur les soucis réels des étudiants, et non comme un mouvement de refus idéologique.

Pour le PSU, la nécessité d'un tel mouvement n'est pas seulement

un souhait, mais elle s'enracine dans les luttes sur les conditions de vie des étudiants, les problèmes des débouchés « offerts » par la formation, le fonctionnement même de l'Université.

Contribuer à l'émergence d'une organisation syndicale de masse anticapitaliste (et non corporative !) est l'une des tâches essentielles des étudiants qui sont conscients de cette nécessité et de sa possibilité.

Ce type d'organisation est fondé d'une part sur l'analyse de l'appareil scolaire (et donc sur la nécessaire intervention sur ce terrain), d'autre part sur l'axe stratégique du contrôle populaire sur la formation (et donc sur la nécessaire liaison avec le mouvement ouvrier).

Par là même, une telle organisation « **doit se définir comme organisation unitaire travaillant en coopération avec les syndicats ouvriers** (concrètement la CFDT) **et non comme émanation d'un ou de plusieurs groupes politiques, même le PSU** ». Elle ne peut, bien au contraire, se constituer qu'à partir des organisations déjà existantes

Le Psu et l'Unef

Il y a tout juste cinq ans, le PSU décidait que ses militants étudiants devaient quitter l'UNEF. Echec durement payé : par l'effacement du PSU à l'Université, l'affaiblissement du parti, le dépérissement du mouvement étudiant. Revenir aujourd'hui sur la pratique du PSU à l'UNEF, avec ses avancées et ses reculs, peut aider nos camarades dans leur travail de reconstruction du mouvement étudiant.



C'est en 1967 que les étudiants du PSU furent investis de la responsabilité du Bureau national de l'UNEF (nous ne remonterons pas plus loin, c'est-à-dire jusqu'aux années 1960...). Certains d'entre eux avaient, dans les associations générales des villes, acquis une expérience de masse mais beaucoup n'y étaient pas prêts. C'est donc un secteur étudiant faible qui héritait d'une UNEF affaiblie par ses querelles intestines et les gestions précédentes (gauche syndicale, maoïstes, etc.).

avancées...

Pourtant le PSU bénéficiera de cet héritage. Il impulsera un débat réel sur le rôle de l'école, analysera la fonction de l'Université et contribuera à définir les bases théoriques d'une pratique révolutionnaire dans l'école. Grâce à sa liaison étroite avec l'UNEF, il pourra, en mai 1968, jouer un rôle sans commune mesure avec son implantation, et tenter de donner un débouché au mouvement (Charléty). L'insertion des étudiants du PSU dans le mouvement de Mai aidera notre parti à rompre avec ses illusions réformistes, encore très fortes à cette époque, et à définir dans les années suivantes une stratégie révolutionnaire adaptée à notre époque. Des militants solides ont pu se former dans la lutte de masse à l'Université qui, aujourd'hui, sont des animateurs du parti dans toutes ses structures.

...et reculs

Tout cet acquis ne doit pas cacher l'échec que le PSU a connu à l'UNEF, parce qu'il n'a pas su respecter l'autonomie du mou-

vement de masse. A méditer pour notre réflexion sur les rapports partis-syndicats.

La direction du PSU imposait aux étudiants de militer à l'UNEF moins parce que c'était le lieu où pouvait s'organiser le mouvement étudiant, que parce que c'était un appareil important pour agir dans les rapports de force. Elle n'a pas su épauler le secteur étudiant au moment des choix décisifs, laissant à certains le soin de trancher, rarement sans arrière-pensée. L'autonomie du secteur n'a jamais rendu possible la prise en charge par tout le parti de l'intervention à l'Université, et donc n'a pas permis aux étudiants de situer leur action dans l'ensemble de la lutte des classes.

Les étudiants du PSU se sont situés avant tout dans une lutte inter-groupusculaire. Le choix du congrès de Marseille de décembre 1968 (« **Non à une UNEF cartellisée** ») n'a pas été mis en œuvre. Les délices des joutes oratoires avec l'extrême gauche tenaient souvent lieu de substitut à la pratique de masse. Quand des mouvements de masse se développaient (médecine en 1969-1970, langues en 1970), les Etudiants socialistes unifiés (ESU) exprimèrent les plus grandes réserves devant le « **réformisme revendicatif** » ; au contraire, ils couraient vers les mouvements minoritaires (grève active de Censier en 1969).

Faute d'une insertion suffisante dans la réalité étudiante et d'une aide efficace du parti, un certain idéologisme définissait les axes d'intervention. Les ESU surestimaient la politisation étudiante et l'analysait d'abord comme rupture idéologique.

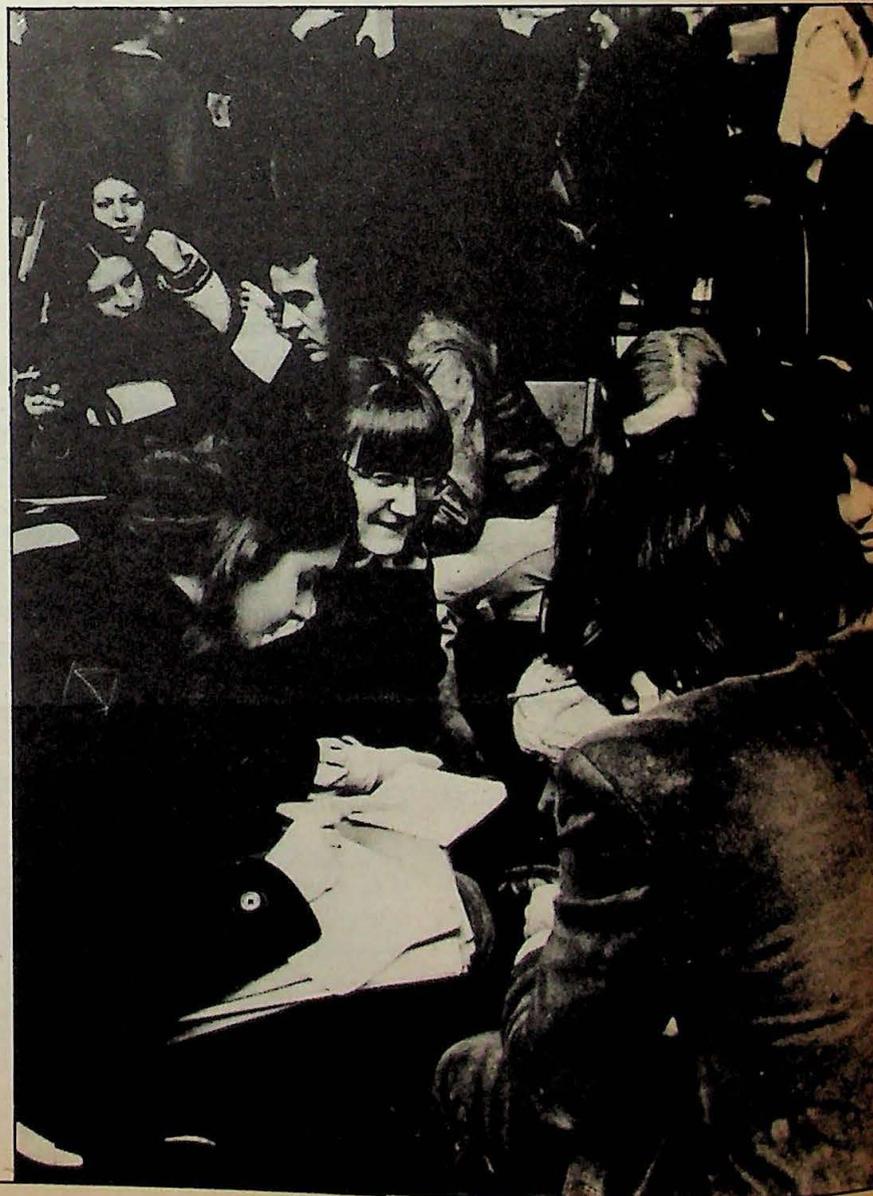
D'où leur méfiance devant les mouvements revendicatifs. Ceux d'entre nous qui se battaient pour partir des revendications étudiantes afin de les politiser se voyaient reprocher d'avoir une ligne « **universitaire** ». L'ironie veut qu'ils soient encore militants du PSU. Les autres, qui avaient imposé le départ de l'UNEF, ont quitté le PSU : les uns pour l'extrême gauche, d'autres pour le PS, d'autres pour songer à leur avenir professionnel...

Que ces quelques lignes puissent servir au PSU pour définir aujourd'hui une intervention de masse à l'Université, est le sou-

hait le plus cher d'un militant qui est venu au PSU à travers son action à l'UNEF et qui a essayé, avec d'autres, de lutter pour une UNEF de masse.

Les réflexions d'aujourd'hui du secteur étudiant montrent que ces leçons ont été tirées et qu'il entend s'inscrire dans une pratique de masse. Nos camarades étudiants veulent à travers le CNIL construire une organisation de masse dans le respect de son autonomie. A tout le parti de les y aider.

Pascal DORIVAL ■
vice-président de l'UNEF
1969-1970



la restructuration de l'Université

dans le milieu étudiant. C'est pourquoi les étudiants du PSU sont des militants du MARC qui représente à l'heure actuelle un acquis du mouvement, même si cette organisation est encore minoritaire. C'est pourquoi aussi ils contribuent au développement de ce mouvement de masse, non comme une fraction importée de l'extérieur, mais en s'engageant concrètement dans l'activité et le débat de cette organisation.

C'est pourquoi, enfin, le PSU est partie prenante de toute initiative visant à construire « un puissant mouvement anticapitaliste des étudiants ». En ce sens, nous soutenons le comité national d'initiative et de liaison (CNIL) qui, avec la participation de diverses forces de la jeunesse (comme la JEC, le MRJC, etc.), et le soutien de la CFDT, peut favoriser l'émergence de cette organisation syndicale de masse dont la constitution est à l'ordre du jour.

En ce sens, devant le besoin d'une organisation unitaire, seule capable d'assurer des victoires significatives face au pouvoir et au patronat, nous ne pouvons que regretter l'attitude des COSEF. Cette initiative du PS privilégie la constitution d'une organisation directe-

ment liée à un parti politique et affaiblit, du même coup, les possibilités de riposte du mouvement étudiant en accroissant la division et surtout l'indifférence.

Quant à nous, nous ne confondons pas la nécessité d'une intervention autonome de notre parti (y compris à l'Université) à partir de nos analyses et de nos propositions politiques, et la nécessité d'une prise en charge par les étudiants eux-mêmes, organisés en syndicat de masse, de leurs revendications et des luttes pour les faire aboutir.

C'est par une structure de masse que les étudiants pourront s'opposer valablement aux projets de la bourgeoisie. C'est avec cette structure et en liaison avec le mouvement ouvrier qu'ils pourront poser les questions de la formation. C'est avec un syndicat unitaire que le mouvement étudiant pourra reprendre sa place dans le combat anticapitaliste. C'est à cela que s'attache le PSU.

Geneviève PETIOT
et Jean CEVENNES ■

Après l'ère des ciseaux

Pour réussir sa politique de rentabilisation, d'Universités concurrentes soumises au bon vouloir du patronat, la bourgeoisie doit frapper fort : suppression de certains enseignements, fermetures d'Universités ou d'UER, réduction du budget, voilà l'écueil devant lequel étudiants, enseignants, personnel se battent.



Les étudiants de Saint-Maur, Créteil, Vincennes montrent la voie. Les luttes de masse s'engagent dès le départ dans l'offensive commune des étudiants, enseignants, personnels avec le soutien des travailleurs.



A Vincennes, les étudiants, à partir du soutien au personnel administratif en lutte contre les sanctions, se sont mis en grève. Mais ils vont plus loin. Refusant la grève « tourne-en-rond », ils organisent des « UV sauvages » en dehors de la faculté. Refusant la sélection contre les non-bacheliers, ils luttent pour une plus grande ouverture de l'Université aux travailleurs. Refusant les décisions isolées, ils se donnent des formes démocratiques pour la poursuite du mouvement : comités par départements, assemblées générales, etc.

Dans la lutte de Vincennes, se profile un réveil du mouvement étudiant sur de nouvelles bases : lutte de contrôle, auto-organisation (comités de grève...) et, surtout, lien avec les travailleurs (ouverture de la faculté).

de nouvelles bases

En effet le mouvement étudiant a souffert de l'« ère des ciseaux ». Pris entre deux ciseaux, celui du corporatisme et celui du gauchisme, les étudiants étaient dans une fausse alternative. Cette crise a réduit le mouvement étudiant à une peau de chagrin. Mais cette crise des formes d'organisations traditionnelles des étudiants n'a pas résorbé les contradictions dans lesquelles l'Université est empêtrée et dont les étudiants sont les premières victimes. Un nouveau type de syndicalisme est bien à l'ordre du jour. C'est dans ce cadre qu'une recomposition du mouvement étudiant est en train de s'opérer.

Les deux UNEF sont incapables de répondre à cette situation. L'UNEF-AJS, repliée sur elle-même, se contente de lancer des appels à l'unité, tout en étant absente des luttes actuelles. Quant à

l'UNEF-Renouveau, son développement relatif témoigne de l'influence évidente qu'a l'idée d'une structure syndicale en milieu étudiant. Par ses liens avec le PCF, elle offre un cadre crédible. Mais sa campagne propagandiste, à grand renfort spectaculaire, ne peut cacher l'impasse de cette organisation.

le double jeu de l'UNEF

Les coups de boutoir de Soisson ont au moins démontré la faillite de la politique de gestion démocratique. Le double jeu de l'UNEF ne fait plus illusion. D'un côté, l'UNEF critique le renforcement de la sélection sociale, le mécanisme de ségrégation à l'œuvre dans tout l'enseignement, et, d'un autre côté, elle se fait l'agent douteux de la politique dont sont victimes personnels et étudiants (Vincennes et Villetaneuse).

Quant à l'extrême gauche, son incapacité à trouver des perspectives aux luttes étudiantes a provoqué un débat d'auto-critique. Mais la politique d'état-major a laissé place à un basisme tout azimut. La politique des comités d'action et des comités de lutte ne répond pas aux besoins présents du mouvement étudiant. Les comités de mobilisation ne sauront survivre et préserver leurs acquis, s'ils ne sont pas rattachés à une perspective syndicale cohérente.

Face à cette situation, le MARC dès la rentrée a lancé un appel à son dépassement vers un mouvement syndical anticapitaliste de masse. Il a pris les contacts à la base avec les étudiants intéressés par cette perspective, ainsi qu'avec diverses forces syndicales et politiques.

Des étudiants socialistes, organisés au sein du COSEF, se sont intéressés à une telle perspective. Cependant le COSEF a décidé de rompre avec le processus engagé. Considérant l'organisation syndicale à partir des seules positions du PS, le COSEF est tenté par une opération de type « assises » sur le mouvement étudiant. Une telle démarche ne peut qu'être condamnée.

En réalité le COSEF est bien plus

préoccupé par le développement d'une base sociale pour une fraction du PS, et en particulier par la nouvelle direction des étudiants socialistes mise en place, bureaucratiquement, après la dissolution de l'ancienne équipe, issue elle d'un vote démocratique. Les COSEF ont un projet cohérent : les élections aux comités d'Universités et d'UER sont l'objectif ultime de ce déploiement de forces. Par contre, bon nombre d'étudiants socialistes refusant de réduire le syndicalisme à des grandes manœuvres sont parties prenantes du CNIL.

Le CNIL se donne comme objectif la construction d'une organisation syndicale, autonome, qui prenne en charge les problèmes concrets des étudiants et s'attache à lutter avec le mouvement ouvrier. C'est le sens de l'appui donné à cette initiative par la CFDT qui participe en tant qu'observateur au CNIL.

un syndicat de classe

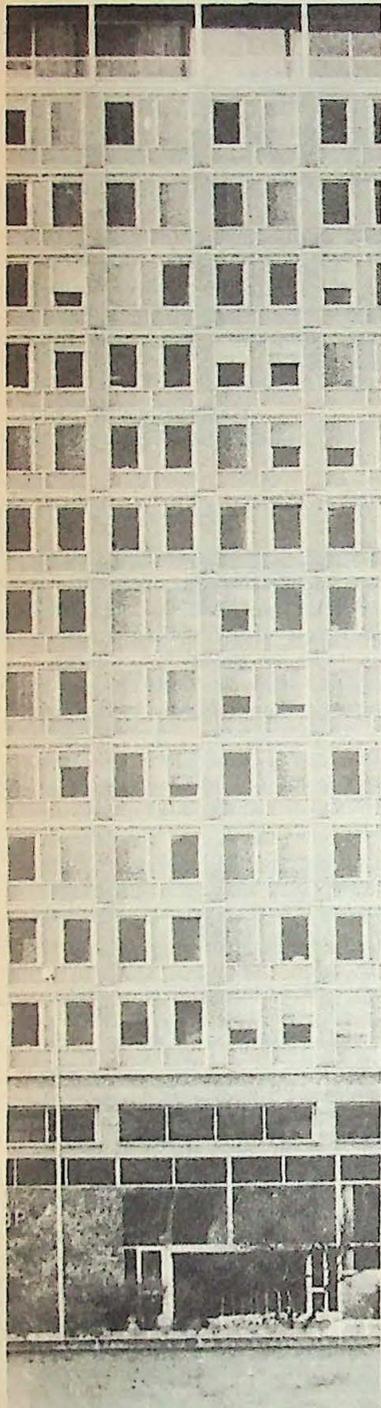
L'Université subit actuellement une mutation importante, il n'est point besoin d'être grand clerc pour s'en apercevoir. Il est encore temps de faire pièce à la restructuration que veut imposer le pouvoir, mais, pour cela, il faut adapter sa stratégie aux nouvelles conditions. Le principal adversaire de la vieille Université, c'est aujourd'hui la bourgeoisie moderniste. Le mouvement étudiant n'aura de possibilité de développement et de victoire que s'il sait identifier son ennemi et où porter ses coups. Le problème est de savoir comment, et sous le contrôle de qui, se feront les nouveaux rapports entre formation et emploi.

C'est aussi pourquoi le point d'appui choisi a été le MARC qui a déjà une pratique syndicale et une insertion, minoritaire mais bien réelle, dans les luttes étudiantes.

La rencontre nationale du 13 décembre et les rassemblements locaux qui la suivront permettront peut-être enfin à ces luttes de trouver leur débouché.

Stéphane LYLAN, Charlie NAJMAN, Joël ROMAN.

une expérience positive



Le samedi 8 et le dimanche 9 novembre, s'est tenue à Pontarlier (Doubs) la 11e rencontre nationale des GAM (groupes d'action municipale) qui avait pour objet de discuter et d'adopter un manifeste national en cours d'élaboration depuis la 7e rencontre.

◆ A la caricature de démocratie actuelle, où tout est fait pour que les citoyens se déchargent sur les élus du soin de gouverner la cité, les militants des GAM (1) entendent substituer la démocratie à la base grâce à laquelle les travailleurs, les usagers, la population s'informent, s'expriment en permanence sur les problèmes qui les concernent.

Les différents groupes ont refusé de remplacer des notables de droite par des technocrates « compétents », « dynamiques », « efficaces », « de gauche » mais qui continuent à concentrer le pouvoir entre leurs mains. L'expérience, positive elle aussi, montre que les divers GAM posent tous ces problèmes en forme de lutte.

L'accent a été mis également sur l'illusion qui consiste à vouloir créer des îlots socialistes autogestionnaires (gestion d'immeubles ou de municipalités) dans le cadre d'un pouvoir global bourgeois.

Le Manifeste rappelle abondamment que les GAM sont issus de la base et que c'est une pratique identique qui réunit les différents groupes. Sans ambiguïté, ils placent cette pratique dans le cadre du contrôle, et s'emploient à développer des moyens d'actions qui dessinent déjà une autre légalité. Il s'agit donc d'un véritable mouvement politique, mais dont le champ d'action se limiterait au cadre de vie. C'est original sans doute, mais susceptible de confusions. Ainsi lorsque les GAM parlent de « pouvoir municipal »... ils éludent la nature du pouvoir d'Etat. En effet si les GAM remettent en cause la démocratie de « représentation » qui ne se manifeste qu'à l'occasion des élections,

ils ne soufflent mot de la forme que pourrait prendre le pouvoir central... même décentralisé, et pas davantage, ils ne s'interrogent sur le « qui dirige ».

Le risque est évidemment de croire que le socialisme autogestionnaire peut faire l'impasse sur les problèmes fondamentaux du pouvoir d'Etat bourgeois. Ainsi, il n'est pas envisagé qu'un conflit puisse actuellement naître entre leur stratégie du contrôle populaire (qui est aussi le nôtre) et la tentation d'un gouvernement de gauche de récupérer les mouvements à la base pour les transformer en comités de soutien à sa politique, en les vidant ainsi de leur substance.

Il n'en reste pas moins que, globalement, l'apport des GAM sur leur terrain spécifique est très enrichissant pour le mouvement socialiste autogestionnaire. Ainsi, depuis les fameuses assises du socialisme, dont le souvenir pénible a parfois flotté sur l'assemblée, la balance penche maintenant au sein des GAM, en faveur de l'engagement au PS. Mais on peut simplement se demander comment il est possible d'accorder une stratégie de contrôle populaire avec la réalité d'un parti dont le canevas est encore largement composé par des notables locaux, justement dénoncés par ailleurs.

Les élections municipales ont été simplement évoquées. Elles feront l'objet d'une prochaine rencontre. Simplement, les GAM réaffirmeront leur volonté de rester, de toute façon, un contre-pouvoir. Certains groupes même proposent que les GAM ne présentent aucune candidature. Quoiqu'il en soit, ils rejettent le préalable de la reconnaissance du Programme commun comme base d'alliance indispensable.

ble, et jugent sévèrement la façon dont se trament certaines futures alliances électorales.

Cette question sera également évoquée en avril prochain à Gaf, à l'occasion de la très importante réunion dite des six, qui réunira les APF, les GSF, les AFL, Vie Nouvelle, les groupes TC et les GAM. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette manifestation qui rassemblera des associations du cadre de vie dans lesquelles beaucoup de nos camarades sont engagés.

Etaient représentés à la rencontre le PSU et le PS. Malheureusement, l'absence d'organisations syndicales de la classe ouvrière montre encore la difficulté qu'il y a à articuler les luttes sur le terrain des entreprises (emploi, etc.) et hors de l'entreprise (loyers, charges, santé). Le besoin d'articulation pour combattre l'adversaire commun qui récupère sur un terrain ce qu'il peut parfois concéder sur les autres, est une des tâches essentielles du PSU, et s'il a été évoqué à Pontarlier, il n'est pas encore « l'obsession » des GAM ».

Michel FIANT ■

(1) 16 rue A. France : 92 800 Puteaux.

c'est nouveau

La crise : Quelle origine, quel aboutissement ? Michel Etienne
La crise actuelle du capitalisme, sa dimension économique, ses causes, son développement, Bernard Billaudot

La gauche italienne, Vittoria Foa
Les pays du Comecon et « la crise ».
Débat entre Pierre Naville, Victor Fay, Paul Galard, animé par François Dalbert.

Les formes du colonialisme français. Victor Fay

critique socialiste - octobre - novembre 1975 - 12 F

PSU Documentation N° 99
141 Nov 1975
121x 49

Édité par le Service Édition du P.S.U.

série forces sociales et organisations

LE SYNDICALISME A L'ECOLE

L'ACTION, REFLEXIONS POUR L'ACTION, REFLEXIONS POUR L'ACTION, REFLEXIONS POUR L'ACTION, REFLEXIONS POUR L'ACTION.

CRITIQUE SOCIALISTE 23

librairie Liste n° 5 Editions Spartacus

— CAPITALISME & LUTTE DE CLASSES EN POLOGNE 1970-71 Information Correspondance Ouvrière	25
— LES ENFANTS DU PROPHETE. J. Roussel Histoire du Mouvement Trotskyste en France	10
— GUERRE DE CLASSES EN ESPAGNE. C. Berneri	4
— PORTUGAL. L'AUTRE COMBAT Classes & Conflits dans la Société	22
— LES TROIS SOURCES DU MARXISME. Karl Kautsky	5
— FASCISME BRUN, FASCISME ROUGE. Otto Ruhle	
OTTO RUHLE & LE MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND	10
— PARTI / ETAT. STALINISME & REVOLUTION. G. Munis	13 50
— BORDIGA. LA PASSION DU COMMUNISME	1 800
— 1848-1905 ETAPES DE LA REVOLUTION. Maurige Dommanget - Rosa Luxemburg	13
Prix total reel	120 50

NOTRE PROPOSITION : F.100 franco.

Adresser commande accompagnée du règlement à :
EDITIONS SYROS, 9 rue Borromée, 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28
PARIS

« Quand tu disais, Valéry »

Il était une fois dans l'Ouest... une usine (la SEMM) qui fabriquait des caravanes réputées. Le travail n'y était pas moins dur qu'ailleurs, mais d'elle dépendait l'emploi de centaines de salariés, donc le sort de l'ensemble des habitants de Trignac (6 km de St-Nazaire). Au contraire d'autres cinéastes militants, et parce qu'ils se sont voulu « un outil technique entre les mains des ouvriers », René Vautier et son équipe (dont notre camarade Dagoneau à la prise de vues) ne s'enferment pas dans l'usine. Ils nous montrent la vie quotidienne des familles de travailleurs liés par les traites de leurs maisons, des paysans prolétariés amoureux de leur Brière natale encore vierge de résidences secondaires, des commerçants, des employés, qui, tous à des degrés divers, vivent des salaires distribués par cette usine.

Les manigances patronales

Une fois le produit caravane mis au point grâce aux recherches financées par Sud-Aviation, entreprise nationalisée en quête de diversification, la marque est défilialisée, dénationalisée, bien que production, vente et chiffre d'affaires soient en progression. La méthode est d'ailleurs explicitée dans une série de conférences intitulées « Pour un nouveau management de l'entreprise », « empruntées » lors de l'occupation de la DATAR à Nantes. La lecture en voix off de ce document explosif rythme le film.

La SEMM artificiellement affaiblie, Trigano le sauveur la rachète. Dans des interviews assez humoristiques, des travailleurs nous racontent comment, d'abord séduits, ils ont peu à peu démasqué ce soi-disant patron social et ses astucieuses méthodes, qui parées des couleurs de la recomposition des tâches, et pourquoi pas de l'autogestion !, aboutissent à l'auto-exploitation et à la division des travailleurs, et au sabotage du produit destiné au consommateur.

Ayant pompé le maximum de fric et bénéficié de subventions de décentralisation et d'exonération fiscale, Trigano décide après divers tripatouillages (il était, sous deux casquettes, producteur... et acheteur) de fermer boutique, et d'aller s'installer à Tournon (Ardèche) pour y rééditer l'opération.

Premier licenciement collectif (73) et premières palinodies pré-électorales. « Moi vivant, Caravelair n'ira pas à Tournon », déclare Guichard (le menteur se porte bien, merci). D'où le refrain : « Quand tu disais, Valéry,

que ça changerait, Valéry, nous on savait, Valéry, qu'c'était pas vrai » etc. On fait patienter les travailleurs avec du recyclage, on les amuse avec un syndic chasseur de primes, spécialisé dans les liquidations en douceur.

Mais le refus des travailleurs revêtira cent formes, et c'est l'essentiel du film de nous les transmettre. Occupation de l'usine, AG quotidienne, popularisation de la lutte dans toute la région, fêtes et culture bretonnes, liaison avec les étudiants, les paysans, occupations de locaux officiels. Lutte exemplaire dans la mesure où CGT et CFDT y jouent unitairement un rôle d'impulsion. Malgré l'échec final, la lutte est pleine d'enseignements, que le film invite à discuter.

Militants ouvriers et cinéastes militants

Vautier, (Avoir vingt ans dans les Aurès et La Folle de Toujane) ne se veut qu'un porte-parole dans ce film. Non seulement il intègre des séquences filmées et des bandes enregistrées sur cassettes par des ouvriers, mais le montage en a été discuté, plan par plan, par eux. Le film a été produit par le Centre de culture populaire (1) qui regroupe dix comités d'entreprise, des foyers etc., avec la collaboration des sections et unions locales CGT et CFDT. Conçu comme un feuilleton, en cinq épisodes, il est destiné à être projeté sur les lieux de travail, dans les MJC, les foyers etc.

Alternance d'interviews, de monologues, dialogues, meetings, manifs en direct, rythmés



de chants, cette fresque militante s'inscrit dans la lignée du « direct agencé ». Le commentaire éclaire politiquement l'image, comme dans *La dernière tombe à Dimbaza*. Didactique dans la mesure où des travailleurs prennent la parole pour enrichir la lutte et proposer leur action à la critique, le film n'est jamais scolastique : il a su montrer concrètement les effets du capitalisme sur toute une population, et les formes de lutte qu'elle lui oppose.

Les critiques qu'on peut faire portent en réalité sur l'état de conscience de cette population, le rapport des forces avec la bourgeoisie, les antagonismes à l'intérieur du peuple. Ainsi faut-il s'interroger : pourquoi la lutte s'enferme-t-elle si longtemps dans la « garde » de l'usine ? (autocritique formulée par les prota-

gonistes eux-mêmes) ; pourquoi les femmes jouent-elles les deuxièmes rôles ? pourquoi surtout la remise en route de la production n'est-elle jamais envisagée ? On pourra aussi critiquer le triomphalisme des chants révolutionnaires qui accompagnent les images et surtout « l'apothéose » finale de juillet sous la tour Eiffel.

Ce sont des thèmes à débattre au sein de la classe ouvrière et à faire avancer pratiquement. Tel qu'il est, le film est certainement conforme à la vision de leur lutte et à la volonté des travailleurs de Trignac. Je crois Vautier lorsqu'il dit avoir voulu « laisser les ouvriers créer leurs images, et les habiller de leurs propres mots ».

J.F. HEROUARD

(1) 12, rue de Bretagne 44600 St-Nazaire. Ecrire pour diffusion.

théâtre Loc. 326.99.90 du 25/11 au 06/12 18 h. 30
MONTPARNASSE
 31 rue de la Galté - 75014 PARIS
chant profond de la Bretagne
 poésie et musique de la Bretagne d'aujourd'hui

Spectacle d'Eve GRILLIQUEZ
 Claude BESSON, dulcimer-chant - Claude FREY, guitare
 PIERMY - Yves PHILIPPE et des toiles de GARLONN

Au cinéma 14 juillet Une semaine consacrée aux femmes

Du samedi 29 novembre au dimanche 7 décembre inclus, tous les soirs à 20 h, le samedi et le dimanche à 15 h, on trouvera au sous-sol du cinéma des expositions, la librairie, des débats et des films vidéo. Organisés par un collectif des groupes de femmes (MLAC, MLF, Femmes en lutte, Cercle Dimitriev, Pétoleuses, etc).

Les discussions porteront sur le travail, la sexualité, le divorce, les conditions féminines à la campagne, les luttes internationales.

cinéma 75

Décembre • N° 204

★

Agnès VARDA
 Propos sur le cinéma

★

PASOLINI assassiné

★

Le jeune cinéma polonais

★

Variations sur un cinéma de recherche

★

TERAYAMA : entretien

★

James DEAN
 et son mythe

★

En vente partout : 8 F
 6, rue Ordener Paris 18e

Le conseil national du PSU

unité populaire

Le manque d'habitude à traiter les problèmes internationaux dans leur ensemble et dans leur complexité évidente, l'habitude bien ancrée de laisser à des « spécialistes » le soin d'en débattre, tout cela laissait augurer un conseil national risquant de ne guère passionner le parti et même les délégués. Certaines fédérations n'envisageaient-elles pas de ne pas envoyer de délégués ? On avait trop à faire sur le terrain. Bref il flottait dans l'air une certaine inquiétude de faire un conseil à côté des préoccupations de la base...

***** Le conseil commença dans cette atmosphère incertaine : viendraient-ils ou ne viendraient-ils pas ? Le premier appel des fédérations laissait apparaître quelques trous ; de plus, la camionnette de Syros n'avait

pas amené les cartons de chaque fédération. Bref une certaine confusion.

Pendant ce temps M. Mousel présentait le rapport d'activité de la Direction politique nationale,

rapport indispensable en pareille circonstance. Pour la première fois depuis longtemps, les délégués avaient eu le loisir de le lire bien avant, il ne restait plus qu'à compléter et à actualiser : les Mini-LIP, le syndicat de soldats, etc. Tout cela pouvait laisser prévoir un rapport pas trop long. Ce ne fut pas exactement le cas. Il est juste de dire que les délégués attendaient aussi des précisions sur la vie du parti, les difficultés rencontrées dans sa réaffirmation sur le champ politique, sur sa véritable orientation, sur l'unité populaire, sur ses rapports réels — et non supposés — avec les autres organisations de gauche

et d'extrême gauche. Tout cela fut reprécisé. C'était nécessaire et le rapport fut massivement approuvé.

Allait-on maintenant commencer le débat international ? Non pas encore ! Les délégués de la Haute-Marne lors d'une communication spéciale annonçaient la création d'un syndicat de soldats dans une caserne de Chaumont (voir page 4). Des camarades ont été arrêtés et interrogés par la police. Mais le syndicat est créé sur des bases de masse. C'est bien parti. La salle est enthousiaste. Là comme ailleurs, Besançon a ouvert la voie.

minorités nationales

les mauvais Français

***** La lutte des minorités nationales ne pouvait pas ne pas être évoquée dans ce Conseil. Elle se situe aussi bien en dehors qu'à l'intérieur de notre hexagone. L'actualité imposait que le problème corse (de même que le problème basque d'ailleurs) prit un reflet particulier. Le responsable fédéral du PSU corse, le camarade Muratti, a présenté à la fois les événements et l'analyse politique faite par les camarades militants, ainsi que la capacité du PSU à lier intervention et réflexion sur ce secteur très important.

Pour le pouvoir central, c'est-à-dire l'équipe Giscard-Chirac-Ponia, les Basques, les Bretons, les Catalans, les Occitans sont de mauvais Français qui sapent l'unité nationale. Il faut dénoncer une fois pour toutes cette duperie.

C'est l'Etat-bourgeois actuel qui met en péril l'unité française. C'est l'Etat-bourgeois, surtout préoccupé de défendre les intérêts de sa classe, et non ceux des travailleurs, par sa politique de renforcement du centralisme autoritaire, d'accentuation de la répression (vrai visage de la « Concertation » giscardienne), sa volonté de n'accorder aucune satisfaction à la revendication corse, qui fut, hier le vrai responsable de la naissance du mouvement autonomiste et qui, demain peut-être, obligera les jeunes corses à s'orienter vers une solution désespérée : l'indépendance que personne ne souhaite pour le moment.

Donc il y a très certainement en France de mauvais Français. Mais ce ne sont pas les Basques, les Bretons, les Catalans, les Corses ; ce sont les bourgeois qui nous gouvernent.



L'heure de discuter les textes est sonnée : Le Menestrel présente le texte pour le communisme autogestionnaire, insistant sur la nécessité d'une analyse approfondie de l'URSS et de la Chine. B. Ravenel présente le texte du Bureau national en précisant la démarche progressive adoptée pour permettre aux militants de participer au mieux au débat.

Pour la première fois depuis 15 ans, le parti allait enfin débattre sur une stratégie internationale comme l'exige la situation internationale où en Europe du Sud — dont nous faisons partie — la révolution socialiste devient à l'ordre du jour. Mais cela ne signifiait pas que la construction d'une Internationale était aussi à l'ordre du jour ; une étude concrète de la situation politique montrait l'impossibilité de l'envisager aujourd'hui.

Europe du Sud

L'actualité imposait de fixer une orientation pour notre intervention en Europe du Sud : il s'agit de préciser la nature des relations — nécessaires — avec les organisations révolutionnaires elles-mêmes nombreuses et très diverses, en même temps qu'avec les organisations hégémoniques dans le mouvement ouvrier, PC et PS, soumises elles-mêmes à des interrogations stratégiques et tactiques qui ne peuvent nous laisser indifférents.

En réalité le débat était bien là : comment apprécier aujourd'hui le problème des relations internationales des travailleurs et de leurs organisations dans une situation où l'internationalisation du capital impose de répliquer au même niveau ?

Finalement le travail se répartit en trois commissions : la première analysant la situation internationale, la politique des blocs etc, la deuxième se penchant docilement sur les bases de l'internationalisme, la troisième sur les tâches internationales du parti. Une quatrième fut organisée pour débattre des autres initiatives du parti, en particulier les Etats généraux de l'autogestion (voir page 3).

et internationalisme



La commission 2 ne peut rester unie, elle se divise pour partir de deux textes différents, créant un climat plus tendu, plus serré. De chaque côté on fut donc obligé d'approfondir, de cerner au mieux les divergences, les vraies et non les fausses.

La commission 3, discutant des tâches internationales du parti se subdivisa en réalité. Il parut vite que le problème était celui du Moyen-Orient. Deux textes contradictoires seront présentés en assemblée.

Il fallait alors revenir en assemblée générale, plus ou moins frais, le lendemain matin.

deux thèses

Passons sur le côté laborieux de la lecture des textes adoptés — reflet d'un travail encore laborieux des secrétaires ! — pour ne nous en tenir qu'aux deux points qui firent débat : celui de la nécessité de l'organisation internationale et celui du Moyen-Orient.

Pour le premier point, les deux thèses furent clairement présentées : d'un côté, dans le texte défendu par Y. Craipeau, on insistait sur la nécessité d'établir une opération stratégique permanente avec les forces qui nous sont proches, impliquant une

forme souple d'associations. De l'autre M. Mousel, tout en ne refusant pas la coopération avec les organisations révolutionnaires, précisait la nécessité de réfléchir aussi sur le prolongement international de la stratégie d'une unité populaire et des conséquences à en tirer.

Le vote par mandat s'imposait : il fut net en faveur du texte du BN modifié et sensiblement enrichi et approfondi par la commission : 254 contre 91...

Le débat sur le Moyen-Orient fut aussi sérieux. Il était normal qu'il le fût dans la mesure où la définition précise de notre position sur la question palestinienne, incluant la reconnaissance du fait national israélien, pouvait laisser croire à certains délégués que le soutien à la lutte du peuple palestinien et à l'OLP pouvait, d'une manière ou d'une autre, être remis en cause.

En réalité, la solidarité avec l'OLP fut réaffirmée pleinement, la volonté des délégués étant de préciser les conditions permettant selon eux un plein épanouissement de la lutte des classes dans cette région, en particulier en Israël contre l'Etat sioniste.

Il restait à expliquer la démarche du parti pour l'Europe du Sud, permettant à la fois un débat avec les révolutionnaires — à

l'occasion du congrès du PDUP — et une confrontation avec le plus grand nombre des forces de mouvement ouvrier de cette région. La proposition de la commission fut finalement votée à l'unanimité.

Ne restait plus que le vote d'ensemble sur le texte complet prati-

quement adopté. Une Internationale, celle-ci totalement justifiée en la circonstance, réunissait enfin la totalité des délégués, fatigués, mais ayant nettement conscience que leur parti avait fait une avancée très nette dans la définition de sa stratégie générale.

A.T. et B.R. ■

Gilbert, un militant...

Gilbert Taponat fut un militant complet.

A la base d'abord, il n'hésitait jamais, malgré une vue faible qui lui interdisait la voiture ou le vélo, à parcourir de son petit pas de chasseur des kilomètres à pied pour distribuer des tracts ou coller des affiches.

Militant politique « d'appareil » aussi. Acceptant, malgré la fatigue, de monter à Paris au nom de notre fédération, ou d'aller en congrès ou en conseil national. Sachant toujours lier l'humour au sérieux des discussions, même lorsqu'il défendait avec acharnement ses positions. J'ai apprécié personnellement son sens de la démocratie, sa capacité à prendre à son compte les positions fédérales votées à la majorité, alors même que ce

n'était pas son point de vue. Je lui sais gré particulièrement d'avoir empêché la fédération de l'Ain de sombrer ; il continua en effet le secrétariat fédéral, lors des circonstances pénibles des élections présidentielles, alors qu'il y était minoritaire et que les autres camarades de son courant partaient dans la nature ou au PDUP...

Militant syndical, à Ecole émancipée, d'où les passes d'armes amicales avec les camarades du SGEN.

Un militant nous a quittés, terrassé après 6 mois d'hospitalisation durant lesquels il ne cessa de s'intéresser à la vie de son parti... Il allait avoir 31 ans le 5 janvier prochain.

Bernard Jaquinot ■

espagne

Les pièges à déjouer

A peine Franco mort, le matraquage a commencé. On pouvait l'attendre de la presse espagnole, du moins de celle qui est totalement contrôlée et qui n'a pas subi de suspension de publication ces dernières semaines. On était sûr que radios et télévision espagnoles ne nous feraient grâce d'aucun détail, et de l'enterrement du sinistre vieillard, et du serment « **fidèle aux principes du Mouvement** » de Juan Carlos 1er.

Mais on n'en espérait pas tant de la presse et de la télévision française.

La première développe à longueur de colonnes tous les thèmes qui peuvent rendre sympathique — parce que libéral — le jeune roi, et s'appesantit sur le rôle de sa femme Sophie — en termes de **France-Dimanche** — qui, digne fille de la reine Frederika de

Les données de principe, les analyses sur les structures, sont claires. Mais comment les inscrire sur le terrain, dans cette nouvelle phase ? Peut-on accepter l'espace d'un moment une sorte de post-franquisme, ou doit-on dès maintenant manifester de manière éclatante la rupture, et cela comment ?

Toute l'Espagne politisée, à quelque camp qu'elle appartienne, se pose ces questions.

d'abord endormir

Pour la droite modérée, qui semble actuellement dominer dans l'entourage de Juan Carlos, une tactique paraît dé-

Grèce, « **s'y entend en politique** ». En quelque sorte, on nous prévient que si Franco a son successeur, Dona Carmen Polo, sa femme, a également trouvé son équivalent. Les banques suisses devront sans doute en tenir compte.

Quant à la télévision, elle a amplifié le mouvement : image oblige. Et commentaire... funérailles grandioses, peuple bouleversé... Emission spéciale pour le serment aux Cortès... Un nouveau roi dans un pays d'Europe si proche, voyez-vous, et la gorge serrée le brave jeune homme au moment de s'engager... Michel de France, fils du Comte de Paris, présent aux tribunes, devait rêver : et si, après tout, Giscard d'Estaing assurait sa succession de la même manière ? Petit thème à débattre pendant le **Te Deum**.

On dira qu'il s'agit là de mouvements d'humeur. J'en conviens. Mais ils sont à la mesure de l'incroyable intoxication, volontaire ou involontaire, à laquelle a été soumise l'opinion française depuis une semaine. Les autorités espagnoles, toutefois, n'ont pas la reconnaissance facile : elles ont fait matraquer certains envoyés spéciaux par la police au moment de l'arrivée de Giscard à l'aéroport de Madrid...

En Espagne, l'heure est à la fois à l'espoir et à l'angoisse. L'espoir tient au fait que tout s'est mis en mouvement et que les crispations de la dernière période doivent obligatoirement déboucher sur autre chose. Tout, plutôt que ce que l'on vivait depuis de longues années. L'angoisse s'inscrit dans le même mouvement. Mais après, quoi ?

sormais arrêtée : gagner du temps, pour à la fois désarmer les ultras du franquisme et l'opposition modérée, tout en donnant confiance à l'Eglise, à l'armée, et plus fondamentalement aux investisseurs étrangers.

Mais cette tactique repose sur trois types de mesures :

— le maintien de l'ordre, et donc d'un système répressif important, qui continue à intimider l'opinion et à prévenir tout mouvement de protestation quel qu'il soit,

— l'ouverture de l'Espagne sur l'Europe, en fournissant des garanties aux investisseurs, et en facilitant l'intégration du capitalisme financier (pourtant très avancée) d'Espagne dans le système international,

— l'instauration, enfin, de quelques mesures « libérales » parfaitement contrôlées et sélectives qui pourrait toucher quelques prisonniers politiques et des milieux très divers qui, à des titres différents, ne supportaient plus l'étouffement des libertés les plus élémentaires.

L'Espagne moderne que Juan Carlos annonce dès son premier discours prend en compte ces préoccupations. Elle laisse espérer... Elle demande surtout à chacun d'être sage.

Elle veut en définitive créer une situation dans laquelle la classe ouvrière ne puisse s'exprimer qu'au travers d'organisations qui ne seraient pas issues d'elle. D'où le projet d'un développement de la loi sur les associations qui pourraient se créer et manifester des différences mineu-

res, mais présentées comme significatives, et autour desquelles on pourrait regrouper non seulement des organisations politiques, mais aussi syndicales, qui représenteraient toutes l'opposition de Sa Majesté.

La « rupture démocratique »

Le mouvement ouvrier dans son ensemble a compris le ou les pièges qui lui étaient tendus.

Mais il doit, à son tour, tenir compte des difficultés que quarante ans de franquisme ont créés. Le niveau politique moyen, y compris dans la classe ouvrière, est tel que les objectifs immédiats à proposer doivent être ressentis comme atteignables rapidement, et surtout être liés à des revendications de liberté élémentaires. Les différences des situations au travers de l'ensemble de l'Espagne sont telles, d'autre part, qu'il faut éviter que les luttes soient lancées dans un certain nombre de région (Pays basque ou Catalogne) qui ne soient pas suivies par le reste du pays. Nombre d'exemples récents montrent les difficultés nées de cette différence. Les luttes ouvrières, paysannes, étudiantes représentent enfin incontestablement une progression dans l'expression du mécontentement. Leur conjonction n'en est pas pour autant réalisée.

C'est pourtant ce que représente l'unification en cours de la junte démocratique et de la convergence démocratique. Unité dont on comprend bien le sens, dans la courte période de la fin du





Ce fantôme de Franco hantera-t-il l'Espagne ?

franquisme et du début du post-franquisme, mais dont la fragilité risque d'apparaître pour peu que certaines des forces qui en font partie soient sensibles aux sirènes juan carlistes.

C'est bien la raison pour laquelle le mouvement ouvrier — toutes composantes comprises — doit mettre en avant des mots d'ordre précis, qui donnent son contenu de classe au thème général de la « rupture démocratique ».

instaurer un nouveau rapport de forces

Le premier piège à déjouer est celui qui permettrait la

marginalisation des forces et organisations du mouvement ouvrier.

Il est donc indispensable d'exiger et d'obtenir la libération de **tous** les prisonniers politiques, et le droit à l'existence légale de **toutes** les organisations politiques.

L'existence de syndicats autres que ceux qui étaient jusqu'ici officiellement constitués (syndicats verticaux) pose aujourd'hui problème. Le régime sait à quel point ils étaient déconsidérés. Il est d'évidence tenté de faciliter la création d'autres qui pourraient, tout en répondant à des normes plus démocratiques, s'inscrire dans les normes du régime « évolué » que l'on cherche à préparer.

Il est donc indispensable que les commissions ouvrières puissent poursuivre leur travail au grand jour. L'expérience de celles-ci mérite sûrement d'être étudiée et discutée. Mais, au jour d'aujourd'hui, il ne s'agit pas de discuter académiquement des voies d'un syndicalisme révolutionnaire. Partant de l'acquis, il devient évident que c'est autour d'elles que le mouvement ouvrier peut non seulement consolider, mais ouvrir, de nouvelles voies qui pourraient transformer le rapport de forces en faveur de la classe ouvrière.

Il reste, enfin, que plus rien n'est possible en Espagne si l'on ne tient pas compte des exigences et des réalités des mouvements nationaux en

Euzkadi, en Catalogne ou en Galice. Le mouvement ouvrier doit ouvrir des perspectives nouvelles à cet égard.

Saura-t-il, pourra-t-il le faire ? Ici encore, la question pourrait paraître académique, dans la mesure où nous nous contenterions de compter les coups et de donner des leçons, ou bien d'en prendre, pour pouvoir plus tard nous en expliquer au sein de cours socialistes populaires.

Mais si, comme le conseil national du PSU l'a demandé, le mouvement ouvrier français prenait toutes ses responsabilités ?

Christian GUERCHE ■

une motion du conseil national

Solidarité avec le mouvement ouvrier des peuples d'Espagne

La mort de Franco, la tentative, au travers de l'expérience Juan Carlos, d'assurer la continuité du franquisme, la multiplication des contradictions au sein du régime, l'unification de l'opposition, qui ne va pas sans ambiguïtés, créent une situation nouvelle en Espagne.

Notre souci est d'affirmer pratiquement notre solidarité avec le mouvement ouvrier des peuples d'Espagne, en précisant les tâches qui nous semblent les plus urgentes, et qui doivent provoquer le maximum d'initiatives à tous les niveaux du parti.

I — Toutes les inquiétudes et les craintes manifestées sur le sort des prisonniers politiques en Espagne ont une dramatique crédibilité. Il est donc indispensable d'accroître

la pression, pour obtenir la libération de tous les prisonniers politiques en Espagne. Aucune libération sélective qui pourrait être ordonnée par le régime ne saurait arrêter notre action.

Celle-ci doit dans le même temps mobiliser toutes les énergies, pour obtenir le retour libre des exilés politiques, et que toutes les libertés, et notamment pour ce qui concerne les organisations, soient instaurées en Espagne.

II — La politique dite de « rupture démocratique » a l'accord de l'immense majorité du mouvement ouvrier en Espagne. Mais la question essentielle de son contenu de classe reste en discussion.

Pour sa part, le PSU affirme avec

force sa solidarité avec les commissions ouvrières qui, pendant toute cette période, ont été un élément essentiel de la résistance populaire au franquisme, et qui demain, dans une situation nouvelle, peuvent être le noyau au travers duquel pourront être réalisées des avancées décisives, et la transformation du rapport de forces en faveur de la classe ouvrière. Le même soutien est exprimé à l'égard des minorités nationales en lutte.

III — L'interférence des luttes en Espagne et en France est chaque fois plus évidente. De ce point de vue, nous ne pouvons envisager notre action simplement en termes de solidarité. Elle est partie intégrante de nos luttes.

Aujourd'hui, si l'on veut que l'ac-

tion menée en France atteigne le niveau nécessaire, il est indispensable qu'à l'image de l'Italie, un comité national regroupant sans exclusive tout le mouvement ouvrier français soit créé pour soutenir de manière concrète le mouvement ouvrier en Espagne.

IV — Enfin, l'attitude de Giscard traduit le soutien sans faille que la bourgeoisie française apporte, en Espagne comme au Portugal, aux forces les plus réactionnaires de ces pays.

Il est plus que jamais indispensable d'engager les campagnes nécessaires, jusqu'à ce que la collaboration franco-franquiste sous toutes ses formes (politiques, économiques, militaires, et policières), cesse.



Portugal

Un coup à droite

Pour ceux qui n'ont pas les nerfs solides, l'histoire du processus portugais serait déjà entrée dans cette période de demi-deuil qui précède l'enterrement. Au moment où TS met sous presse, il est encore impossible de faire le point sur l'analyse des événements extrêmement graves qui ont marqué les journées des 25 et 26 novembre. Cependant, malgré le coup de volant à droite certain qui représente l'action couronnée de succès des troupes « loyalistes » contre l'aventure putschiste partie du régiment gauchiste néophyte de Tancos, nous pensons que c'est maintenant la réalité des rapports de forces noués au niveau des masses populaires mobilisées et des organisations de la classe ouvrière, de leur liaison profonde et prolongée avec la troupe par les SUV et les comités de *moradores*, qui doivent se refléter dans le nouveau compromis politique qui suivra inévitablement ce baroud d'honneur.

 La reprise en main s'opère de façon ponctuelle, mais elle ne peut déboucher sur un système de gouvernement que par une guerre civile généralisée ou par un accord politique avec la gauche.

Le rapport de force politico-social qui a permis à la gauche de démontrer pendant des mois que le pays réel n'était pas le pays légal et qu'un nouveau pacte social ne pouvait sortir de l'équilibre des forces manifesté par les élections, n'a pas été renversé d'un coup par le déplacement de l'équilibre des forces militaires qu'on vient d'enregistrer.

après le putsch...

La gauche militaire et les organisations de gauche pratiquant, pendant toute cette période, l'unité d'action plus ou moins conflictuelle (UDP, FUR, PC) n'ont pas su mettre à profit le décal qui leur était imparté pour transformer la victoire militaire défensive des SUV en contre-offensive politique crédible. La paralysie complète du 6^e gouvernement aurait pu aboutir à une véritable crise politique.

Démontrer l'impuissance de la droite sans prendre le pouvoir est

une tactique qui atteint ses limites avec la modification de l'équilibre militaire liée très étroitement au retour des troupes d'Angola. La date même de cette modification était prévisible. C'est l'arrivée de troupes opérationnelles fraîches d'Angola, et en particulier de certaines unités d'élite et d'un matériel qui n'a pas été contrôlé par les unités révolutionnaires, qui explique à la fois le putschisme nerveux du régiment de Tancos et le fait que les commandos d'Amadora se soient enfin sentis en situation d'ouvrir le feu. Costa Gomes, qui reflète toujours le rapport des forces, a pu s'appuyer sur cette conjoncture pour lancer l'AMI, réellement inexistant quelques jours auparavant, contre les révoltés de Tancos et contre les représentants de la gauche gonzalviste.

Le mouvement dit « gauchiste » intervient en fait si manifestement au plus mauvais moment, que les versions les plus variées d'une « manipulation » courent partout.

Le fait le plus grave, c'est que ce règlement de compte permet au Conseil de la révolution d'amalgamer dans l'appareil de répression la Garde nationale républicaine, très peu épurée, qui s'est chargée, au titre de l'état de siège, de contrôler les

objectifs civils (presse révolutionnaire et radio-télé tenues par les forces de gauche), de faire porter la répression sur l'ensemble des forces révolutionnaires dans l'armée, y compris celles qui s'étaient abstenues : le Rallis et la Police militaire, sont mis sous contrôle. Le général de Carvalho est démissionné, le COPCON dissous; les commandants Costa Martins, ancien secrétaire d'Etat au travail du 5^e gouvernement, Dinis de Almeida, chef du Rallis, entraîné dans un guet-apens et arrêté malgré sa non-participation au putsch, le capitaine Clemente, ancien porte-parole du MFA, qui avait représenté le MFA à la fête du PSU cet été, sont tous actuellement incarcérés dans la région de Porto.

L'état de siège comporte la suspension de toutes les libertés démocratiques et menace donc aussi les conquêtes de la classe ouvrière.

Toutefois ceux qui seraient tentés de parler de « Chili en douceur » ne tiennent pas compte du rapport des forces militaires réelles. Le résultat de l'affrontement relativement bref et léger qui vient d'avoir lieu pousse de nouveau à la négociation.

... guerre civile...

Sur le plan militaire, les troupes peu nombreuses qui se sont démasquées comme *capables d'ouvrir le feu* ne peuvent à elles seules encadrer et discipliner les troupes portugaises dans leur ensemble, et surtout pas les entraîner dans un système de répression contre les masses. La principale puissance de feu de gauche de la région militaire de Lisbonne n'était pas constituée seulement par le Rallis et la police militaire, mais aussi par les fusiliers marins de la base d'Alfeite (2 500 hommes) qui n'ont pas bougé et demeu-

rent une force d'une valeur militaire inentamée.

La victoire est celle d'une certaine tranche d'officiers dont les options politiques sont tout à fait hétérogènes. Le PC et les groupes d'extrême gauche n'ont pas pris part au putsch et les officiers du Conseil de la révolution doivent sérieusement peser les risques qu'ils courent en s'engageant dans un processus de guerre civile. Sous peine de déchaîner la terreur blanche, ils devront rapidement formuler un projet politique qui soit compatible avec un accord avec les forces populaires.

... ou compromis ?

La déconsidération de l'extrême gauche, qui n'est pas responsable du putsch pourtant, profite à la fois à la droite et au PS, mais aussi dans une certaine mesure au PC. Quoi qu'en dise le PS, le PC ne s'est pas compromis dans l'entreprise. N'étant plus soumis aux pressions de l'extrême gauche, il devient même un interlocuteur privilégié pour la négociation qui s'engage, comme le confirme une déclaration de Melo Antunes de jeudi.

On peut cependant douter que les forces en présence permettent de dégager une formule militaire réintégrant les gonzalvistes et la gauche des « Neuf » et une formule civile écartant le PPD.

Quel que soit le nouveau gouvernement, la gauche révolutionnaire devra se battre pour articuler une formule politique transitoire de gouvernement qui permette la conservation des acquis des luttes populaires (notamment la réforme agraire, les formes de pouvoir populaire, le contrôle ouvrier sur les nationalisations), et de maintenir les aspects militaires de l'unité populaire pour barrer toute possibilité de répression fasciste.